

665155, RENION : 1929

Bulletins:

7

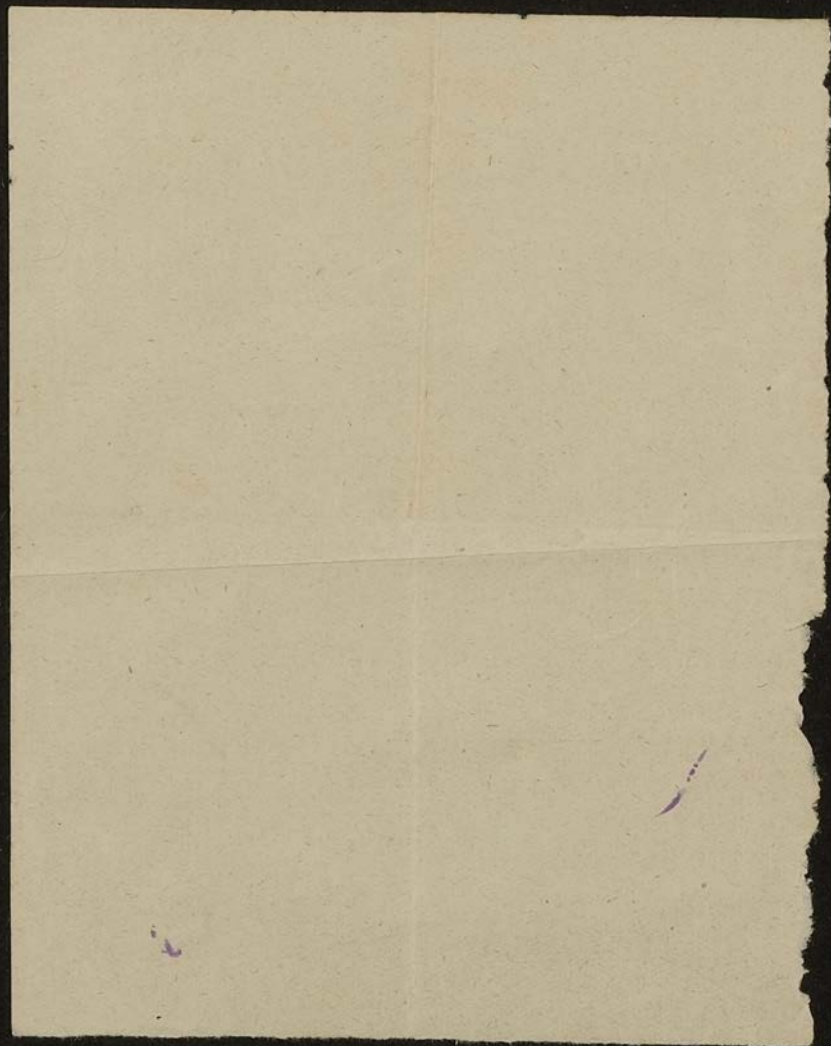
R

H

Margaret

Haverly
Margaret

A

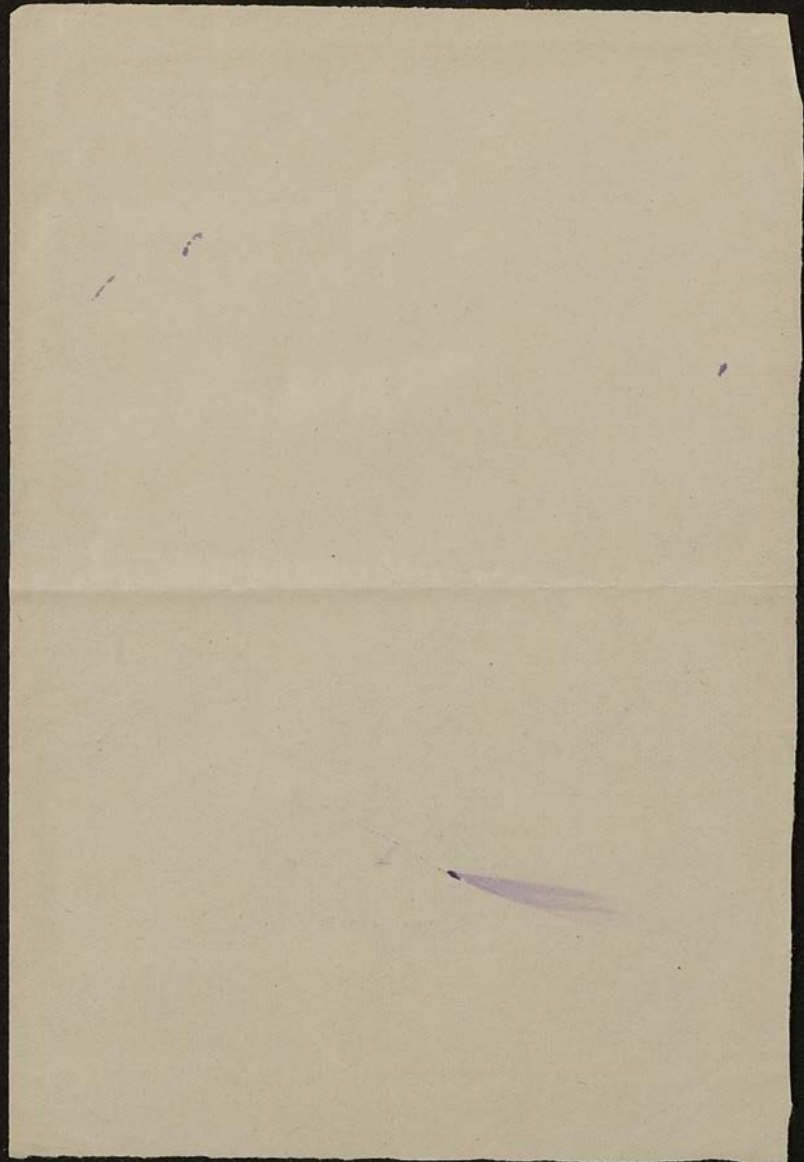


Handwritten symbols and characters, including a large blue '8' and a purple 'W'.

Wagner

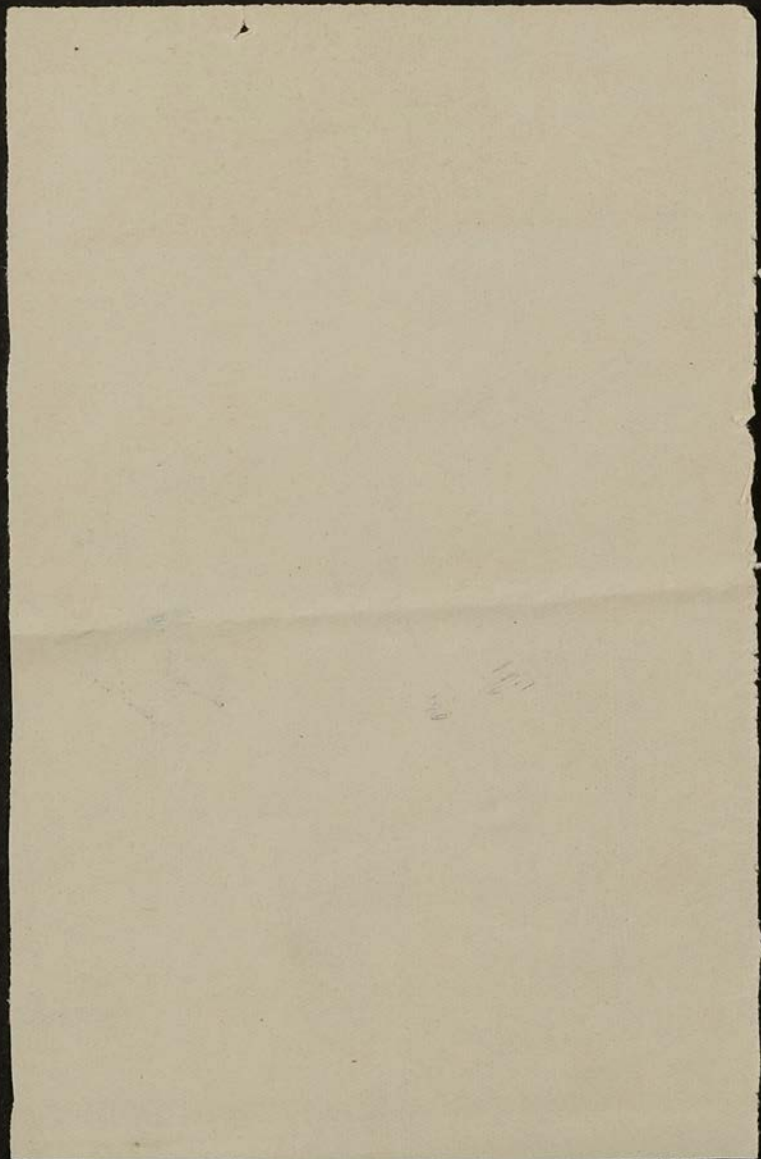
Handwritten signature or scribble.

Wagner
Copperplate



11

How you
 appreciate

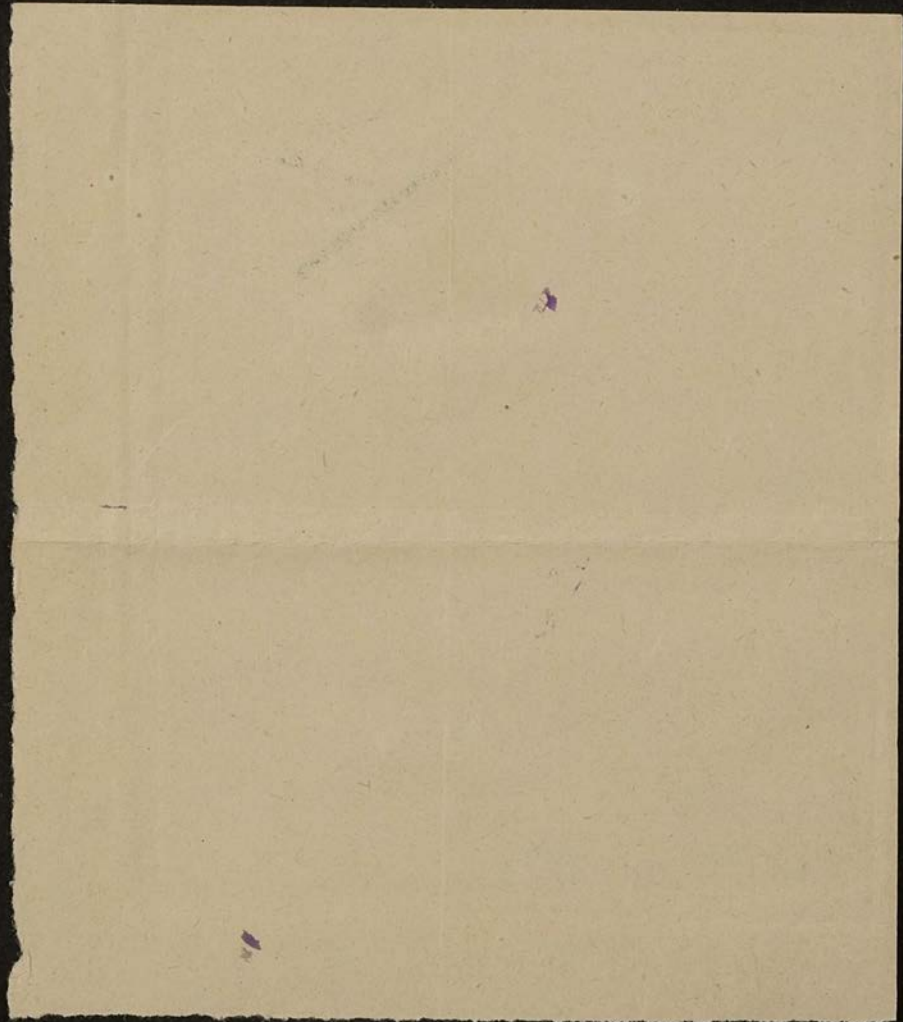


10

Wagner

Harvey
Wagner



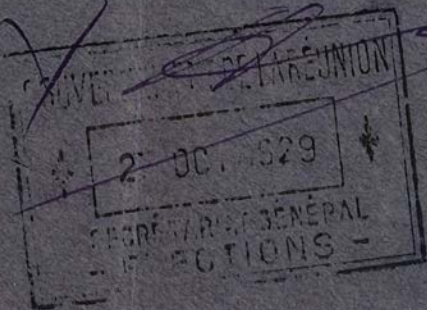


République Française



Handwritten signature

Handwritten signature
Handwritten signature



République Française

12

Handwritten signature

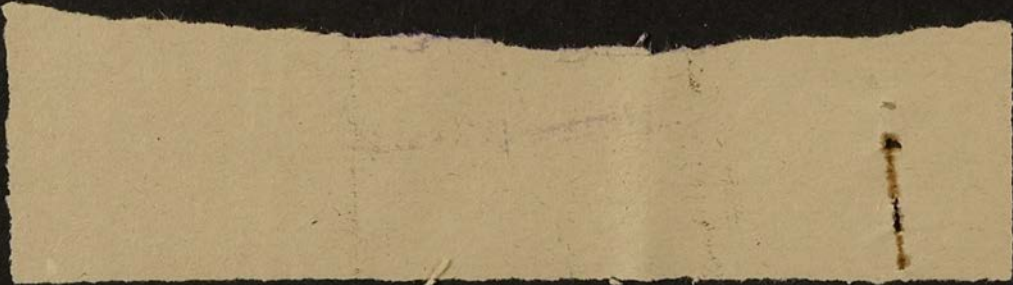
Handwritten signature

GOVERNMENT OF LA REUNION
27 00 1329
SECRETARIAT GENERAL
- ELECTIONS -

13

~~Harvey~~

Harvey
Harvey
Harvey



~~Leominster Bellin~~

~~Handwritten signature~~

Handwritten signature

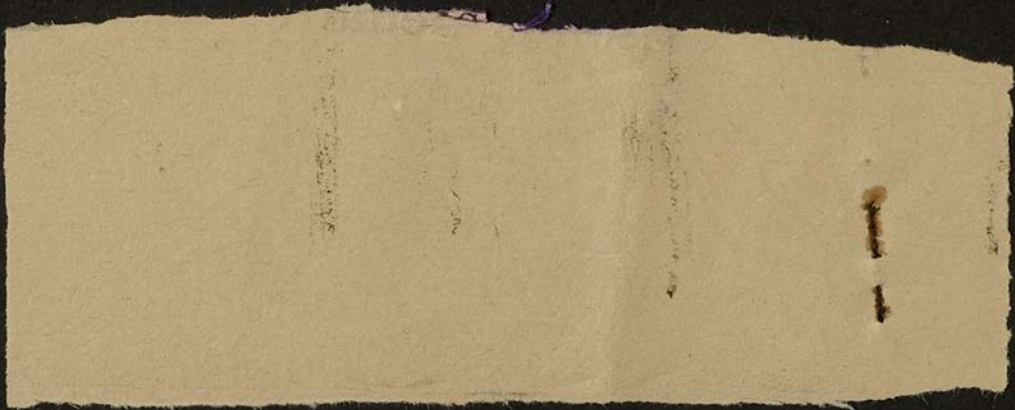
R

Howey

Cappon

A

Madge



COLONIE
DE LA RÉUNION

SECRETARIAT GÉNÉRAL

1^{er} BUREAU

*Election sénatoriale du
27 Octobre 1929*

Bulletins nuls.

Nos 7 à 13

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR.

DIRECTION
DU PERSONNEL.

2^e BUREAU.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

(MODÈLE N° 11.)

DÉPARTEMENT DE

15
Colonie de la Réunion

ÉLECTION du

27 Octobre

1929

INDEMNITÉS AUX DÉLÉGUÉS DES CONSEILS MUNICIPAUX.

RELEVÉ DES SOMMES MISES EN PAYEMENT.

NOMBRE DE DÉLÉGUÉS OU DE SUPPLÉANTS ayant pris part à tous les scrutins. 1	NOMBRE DE DÉLÉGUÉS OU DE SUPPLÉANTS qui ont réclamé l'indemnité de déplacement		MONTANT DE LA DÉPENSE D'APRÈS LES BORDEREAUX dressés par le président du collège électoral.		OBSERVATIONS. 6
	et qui ont demandé à être payés le jour même. 2	et qui ont laissé leurs lettres de convocation entre les mains du président. 3	Montant des exécutoires délivrés le jour même du vote. 4	Montant des exécutoires délivrés sur les lettres de convocation laissées entre les mains du président. 5	
<i>231</i>	<i>130</i>	<i>85</i>	<i>6990^A</i>	<i>4755</i>	
TOTAUX	<i>215</i>		⁽¹⁾ <i>11.745</i>		

A

St Denis, le *5 novembre 1929*.
Le Gouverneur

L. P. R.

(1) Porter le chiffre total des indemnités taxées par le Président du collège. — Voir la circulaire du 27 août 1896.

No. 16

JOURNAL & BULLETIN

OFFICIEL DE L'ILE DE LA RÉUNION

Paraissant les Vendredis

ABONNEMENT
Saint-Denis et Quartiers
11 fr. 25 par Trimestre
Le numéro : 1 fr. 50

S'adresser pour renseignements
à l'Imprimerie Madame F. CAZAL

ANNONCES
Judiciaires 1 fr.50
Volontaires 1 fr.50

SOMMAIRE

Partie officielle

Actes du Pouvoir central

1929		
26 juin	DÉCRET modifiant le décret du 2 septembre 1919 pour l'application de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires. - (Arrêté de promulgation du 29 août 1929 n° 970)	543
3 juillet	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'application à la colonie de la Réunion de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie. - (Arrêté de promulgation du 30 août 1929 n° 980)	545
4 juillet - n° 31A	- CIRCULAIRE ministérielle relative aux associations et syndicats de fonctionnaires. . . .	550
6 juillet	DÉCRET relatif à l'application aux colonies du décret du 28 juin 1927 concernant les attributions et le fonctionnement de l'office national du combattant. - (Arrêté de promulgation du 29 août 1929 n° 971)	550
1928		
1 mars	DÉCRET et arrêté ministériel relatifs à la carte du combattant. . . .	553
1929		
26 juillet	DÉCRET convoquant les conseils municipaux des communes et les collèges électoraux des colonies élisant un sénateur. - (Arrêté de promulgation du 5 septembre 1929 n° 98.)	555
Acte du Gouvernement local		
1929		
29 août - n° 975	- NOTE CIRCULAIRE au sujet des taxis automobiles qui doivent être considérés comme automobiles ordinaires	555

Nominations, Mutations, etc. concernant le Personnel. . . .	556
Divers	556

Partie non officielle

Avis et communications :	
Avis de recrutement d'élèves topographes pour Madagascar.	557
Service de l'Inscription maritime. — Avis relatif aux sommes déposées à la caisse des gens de mer pendant l'année 1889 et qui vont être atteintes par la prescription trentenaire. . . .	558
Informations :	
Avis de remboursement d'obligations d'emprunts [Commune de St-Denis] : . . .	558

Partie Officielle

Actes du Pouvoir central

N° 970 - ARRÊTÉ

promulguant à la Réunion le décret du 26 juin 1929 modifiant le décret du 2 septembre 1919 pour l'application de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires.

Le Gouverneur p. i. de l'Île de la Réunion,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 9 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854;
Vu l'arrêté du 1er novembre 1831, en son article 1er ;

Vu le décret du 2 septembre 1919, promulgué dans la colonie par arrêté du 22 novembre 1919 (J. O. R. 1919, page 605) ;

Vu le décret du 26 juin 1929 modifiant le décret du 2 septembre 1919 pour l'application de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires (J. O. R. F. du 4 juillet 1929, page 7498) ;

Arrête :

Art. 1er. — Est promulgué à l'île de la Réunion le décret susvisé du 26 juin 1929 modifiant le décret du 2 septembre 1919 pour l'application de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires.

Article 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Saint-Denis le 29 août 1929.

L. FABRE.

Application de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires.

DÉCRET

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des pensions,
Vu la loi du 17 avril 1920 ;

Vu la loi du 31 mars 1919 modifiant la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service ;

Vu le décret du 2 septembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 31 mars 1919 ;

Vu la loi du 28 juillet 1921 modifiant l'article 67 de la loi du 31 mars 1919 ;

Vu les articles 53 et 54 de la loi du 9 décembre 1927 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1927 au titre du budget général et des budgets annexes ;

Vu les avis du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1er. — Le mot « allocation » est remplacé par le mot « pension » dans les dispositions des articles 23 à 27 du décret du 2 septembre 1919, non modifiées par l'article 2 du présent décret.

Art. 2. — Sont modifiés ou remplacés par les dispositions suivantes l'alinéa 1er de l'article 25 et les articles 26 et 27, alinéa 1er, du décret du 2 septembre 1919 portant règlement d'administration publique pour la loi du 31 mars 1919.

Art. 25 (alinéa 1er). — Lorsque, pour obtenir une pension un ascendant ne remplissant pas les conditions d'âge requises par la loi du 31 mars 1919, invoque des infirmités ou maladies incurables dont lui-même ou son conjoint sont atteints, la demande de pension doit en faire mention.

Art. 26. — Si un ancien militaire ou marin dont le prétendu décès a ouvert droit à pension

d'ascendant a réapparu, le ministre des pensions saisit le tribunal des pensions compétent par demande motivée et accompagnée de telles justifications que de droit.

Le greffier notifie, par lettre recommandée avec avis de réception à l'ascendant mis en cause, la requête du ministre des pensions avec les moyens à l'appui et, huit jours à l'avance, lui fait connaître le jour où l'affaire sera portée devant le tribunal.

Le tribunal statue dans les formes prévues au titre IV de la loi.

S'il constate la réapparition du militaire ou marin, sa décision est notifiée par le commissaire du Gouvernement au ministre des finances qui, sans délai, supprime la pension.

Si les ascendants ne remplissent plus les conditions fixées par l'article 28 de la loi, le paiement de la pension est suspendu par le ministre des finances à dater du jour où les conditions exigées ne sont plus remplies. La pension est remise en paiement sur demande des intéressés et sur production des pièces justificatives attestant qu'ils remplissent à nouveau les conditions. Le point de départ de la remise en paiement est fixé à la date à laquelle les conditions sont remplies si la demande est produite dans le délai de trois ans à compter de cette dernière date et à la date de la demande dans les autres cas.

Art. 27 (alinéa 1er). — Dans les hypothèses prévues par les articles 13 (§ 2), 17, 26 et 33 de la loi du 31 mars 1919, il est statué sur les demandes de pension seulement après que le tribunal civil du domicile du requérant, saisi par une simple requête s'est prononcé en chambre du conseil sur la question de savoir, soit si le militaire défunt a été le soutien des enfants issus d'un précédent mariage de sa femme, soit si des circonstances de fait ont empêché un militaire de reconnaître un enfant naturel, soit enfin si une personne a, dans les conditions imparties par la loi, élevé et entretenu un enfant et remplacé ses parents ou l'un d'eux auprès de lui. Le tribunal compétent pour les Français résidant à l'étranger est le tribunal civil du dernier domicile en France des intéressés. Pour ceux qui n'ont jamais résidé en France ou pour ceux qui ayant résidé en France, n'y ont plus d'attaches, le tribunal civil compétent est le tribunal de la Seine.

Art. 3. — Le ministre des pensions est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 juin 1929.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des pensions,

Louis ANTÉRIOU.

N° 980 - ARRÊTÉ

promulquant à la Réunion le décret du 3 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application à la colonie de la Réunion de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie.

Le Gouverneur p. i. de l'île de la Réunion,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 9 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'arrêté du 1er novembre 1831, en son article 1er ;

Vu le décret du 9 novembre 1926 promulgué dans la colonie par arrêté du 11 janvier 1927, (J.O.R. 1927, page 42) ;

Vu le décret du 3 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application à la colonie de la Réunion de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie (J.O.R.F. du 7 juillet 1929, page 7636) ;

Arrête :

Art. 1er. — Est promulgué à l'île de la Réunion le décret susvisé du 3 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application à la colonie de la Réunion de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Saint-Denis, le 30 août 1929.

L. FABRE.

Règlement d'administration publique pour l'application à la colonie de la Réunion de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie.

DÉCRET

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment l'article 11 de ladite loi ainsi conçue :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances

et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

« 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente ou de la mise en vente ;

« La définition et la dénomination des boissons, denrées et produits, conformément aux usages commerciaux, les traitements licites dont ils peuvent être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, les caractères qui les rendent impropres à la consommation » ;

Vu la loi du 6 mai 1919 sur la protection des appellations d'origine, modifiée par la loi du 22 juillet 1927 ;

Vu le décret du 21 août 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 22 juillet 1927 et relatif à l'étiquetage des vins mousseux ;

Vu le décret du 19 août 1921, modifié par le décret du 15 août 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905, en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie ; ensemble la loi du 20 février 1928 tendant à réglementer l'emploi du mot « fine » dans le commerce des eaux-de-vie ;

Vu le décret du 9 novembre 1926 rendant applicables à la Réunion les lois des 5 août 1908, 28 juillet 1912 et 20 mars 1919 qui complètent ou modifient la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu le décret du 17 août 1927 réglementant à la Réunion les prélèvements, analyses et expertises pour l'application de ces dispositions ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE 1^{er}

VINS.

Art. 1er. — Aucune boisson ne peut être détenu ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue sous le nom de « vin » que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais.

La dénomination de « vin doux » peut être employée pour désigner le moût de raisin frais en cours de fermentation destiné à la consommation.

Ne peuvent être considérés comme vin propre la consommation :

Le liquide obtenu par supressurage de marcs ayant déjà produit la quantité de vin habituellement obtenue par pressurage suivant les usages locaux, loyaux et constants ;

Les vins atteints d'acescence simple ayant une acidité volatile :

1° Supérieure à 2 grammes 50 par litre exprimés en acide sulfurique ;

2° Supérieure à 2 grammes seulement, mais présentant nettement à la dégustation les caractères des vins piqués, bien que les éléments constitutifs ne soient pas sensiblement modifiés et que leur aspect soit resté normal.

Les vins atteints d'autres maladies, avec ou sans acescence, dont l'aspect et le goût sont anormaux et caractérisés :

Soit par une teneur en acide tartrique total, exprimée en bitartrate de potassium, inférieure à 0 gr. 500 par litre ;

Soit par la présence de deux au moins des trois caractères suivants :

Acidité volatile supérieure à 1 gr. 75 par litre, exprimée en acide sulfurique ;

Teneur en acide tartrique total exprimée en bitartrate de potassium, inférieure à 1 gr. 25 par litre ;

Teneur en ammoniacque supérieure à 20 milligrammes par litre.

Art. 2. — Est considéré comme une tentative de tromperie ou une tromperie aux termes de l'article 1er de la loi du 1er août 1905, le fait de détenir sans motifs légitimes, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre pour la consommation des vins impropres à cet usage, ou des vins obtenus par mélange de vins et de vins impropres à la consommation.

Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état naturel du vin, dans le but soit de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit, soit d'en diminuer l'altération et notamment le coupage de vins avec des vins impropres à la consommation.

En conséquence, rentre dans les cas prévus par les articles 3 et 4 de la loi du 1er août 1905 et par l'article 4 de la loi du 28 juillet 1912, le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, connaissant leur destination, ou de détenir sans motifs légitimes, des produits propres à effectuer les manipulations ou pratiques ci-dessus visées, et, notamment, des substances destinées :

A améliorer et bouqueter les moûts et les vins en vue de tromper l'acheteur sur leurs qualités substantielles, leur origine ou leur espèce ;

A guérir les moûts ou les vins de leurs maladies en dissimulant leur altération ;

A fabriquer des vins artificiels ;

A masquer une falsification du vin, en faussant les résultats de l'analyse.

Art. 3. — Ne constituent pas des manipulations et pratiques frauduleuses aux termes de la loi du

1er août 1905 les opérations ci-après énumérées, qui ont uniquement pour objet la vinification régulière ou la conservation des vins.

1° En ce qui concerne les vins :

Le coupage des vins entre eux.

Le coupage des vins blancs secs, en vue de leur édulcoration, avec des « vins doux » ou des moûts mutés à l'anhydride sulfureux à la condition que le mélange ne contienne pas une dose de cet antiseptique supérieure à celle indiquée ci-dessous et que les moûts n'aient pas reçu une addition de sucre.

La congélation des vins en vue de leur concentration partielle.

La pasteurisation, le filtrage, le soutirage, le traitement par l'air ou par l'oxygène gazeux pur.

Les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage, tels que la terre d'infusoires, l'albumine pure, le sang frais, la caséine pure, la gélatine pure ou la colle de poisson.

L'addition de sels dans les limites fixées par la loi du 11 juillet 1891, relative à la répression des fraudes dans la vente des vins en France ;

L'addition du tanin dans la mesure indispensable pour effectuer le collage au moyen des albumines ou de la gélatine ;

La clarification des vins blancs tachés, au moyen du charbon purifié exempt de principes nuisibles et non susceptibles de céder au vin des quantités appréciables d'un corps pouvant en modifier la composition chimique ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux pur. Les quantités employées seront telles que le « vin » ou le « vin doux » ne retienne pas plus de 450 milligrammes d'anhydride sulfureux par litre, dont 100 milligrammes au maximum à l'état libre. Toutefois, un écart de 10 p. 100 en plus de ces quantités est toléré.

La décoloration des vins obtenue par addition de caramel de raisin ;

L'addition d'acide citrique cristallisé pur, dans le but d'empêcher la casse, à la dose maxima de 0 gr. 50 par litre ;

2° En ce qui concerne les moûts :

Indépendamment de l'emploi du plâtre et du sucre dans les limites fixées par les lois du 11 juillet 1891 visée ci-dessus et du 28 janvier 1903 relative au régime des sucres dans la métropole ;

Le traitement par les bisulfites alcalins cristallisés purs à une dose inférieure à 20 grammes par hectolitre et par l'anhydride sulfureux pur, sans limitation de quantité ;

Le désulfitage par un procédé physique des moûts mutés par l'anhydride sulfureux, en vue de les ramener à une teneur en acide sulfureux telle que le vin qui sera obtenu par la fermentation desdits moûts ne renferme pas une quantité d'anhydride sulfureux supérieure à celle fixée ci-dessus pour les vins ;

L'addition de tanin ;

L'addition à la cuve d'acide tartrique cristallisé pur dans les moûts insuffisamment acides. L'emploi simultané de l'acide tartrique et du sucre est interdit.

L'addition de phosphate de chaux commercialement pur ;

L'addition de phosphate d'ammoniaque cristallisé pur ou de glycérphosphate d'ammoniaque pur, à la dose strictement nécessaire pour assurer le développement normal des levures.

L'emploi des levures sélectionnées.

La concentration partielle des moûts, mais seulement dans une limite telle que le moût concentré puisse subir la fermentation alcoolique sans aucune addition d'eau et en donnant un vin présentant une composition semblable à celle des vins qui peuvent être obtenus habituellement par les moûts de même origine que le moût soumis à la concentration. En aucun cas, la réduction de volume ne devra dépasser le dixième du volume du moût traité.

Indépendamment des pratiques énumérées limitativement ci-dessus, le gouverneur peut exceptionnellement, après consultation de la chambre d'agriculture et sur avis conforme de la commission permanente prévue par l'article 3 du règlement d'administration publique du 17 août 1927, dans les années et dans les régions où la pratique en sera reconnue nécessaire, autoriser, par arrêté, l'addition aux moûts trop acides, des matières nécessaires pour ramener leur acidité à l'acidité moyenne des moûts de la même région en année normale.

L'arrêté détermine la nature et la quantité des matières dont l'emploi est autorisé à cet effet, ainsi que la période de temps pendant laquelle elles peuvent être employées ;

3° En ce qui concerne les moûts possédant naturellement, en puissance, une richesse alcoolique minima de 14 degrés et provenant, pour les trois quarts au moins de leur poids ou de leur volume total, de raisins de muscat, de grenache, de macabéo ou de malvoisie, l'addition, en cours de fermentation, d'une quantité d'alcool ne dépassant pas 10 p. 100 du volume du vin à obtenir.

Art. 4. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins ainsi que dans leurs dépendances, il doit être apposé d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente. Les fûts, récipients et emballages des vins expédiés aux détaillants par les producteurs et par les négociants en gros devront porter la même inscription. Celle-ci n'est pas obligatoire dans les établissements de détail pour les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont versés à la demande de l'acheteur pour être emportés séance tenante ou consommés sur place. La dénomination de vente doit être suivie de l'indication du titre al-

coolique acquis, exclusion faite de la proportion d'alcool que le vin peut renfermer en puissance ; le titre doit être indiqué par degrés et demi-degrés ; les dixièmes dépassant le degré ou le demi-degré ne doivent pas être comptés.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

Toutefois, l'indication du titre alcoolique n'est pas obligatoire pour les vins en bouteilles capsulées ou cachetées, portant le nom d'un cru déterminé conformément aux lois en vigueur sur les appellations d'origine, ainsi que pour les vins expédiés en fûts portant la même indication d'origine.

TITRE II

VINS MOUSSEUX.

Art. 5. — Les dispositions du titre 1er du présent décret sont applicables aux vins mousseux.

Indépendamment des manipulations et pratiques prévues à l'article 3 ci-dessus, sont considérées comme licites, en ce qui concerne spécialement les vins mousseux :

1° Les manipulations et traitements connus sous le nom « méthode champenoise » ;

2° La gazéification partielle ou totale par addition d'acide carbonique pur, mais à la condition que les bouteilles contenant les vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation, portent la mention « vins mousseux gazéifiés » en caractères très apparents, c'est-à-dire dont les dimensions soient au moins égales à la moitié de celles des caractères les plus grands figurant dans l'inscription et de même apparence typographique.

Aucun vin ne peut être détenu ou transporté en vue de la vente, mis en vente ou vendu sous la dénomination de « vin mousseux » que si son effervescence résulte d'une seconde fermentation alcoolique en vase clos, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise.

L'emploi de toute dénomination dérivée du mot « champagne » pour la désignation des vins mousseux n'ayant pas droit à ladite appellation est interdit sous quelque forme que ce soit et notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, tableaux-réclame, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 6. — La mention « méthode champenoise » peut être employée pour les vins rendus mousseux par la fermentation naturelle en bouteilles. Cette mention ne pourra être inscrite, sur les étiquettes, en caractères dont les dimensions soient supérieures à plus de la moitié de celles des caractères

res les plus grands figurant sur ces étiquettes et qui aient une autre apparence typographique que ces derniers.

Les vins mousseux préparés par fermentation naturelle en récipients autres que des bouteilles ne pourront être mis en vente que dans des bouteilles revêtues d'étiquettes portant la mention « vin mousseux produit en cuve close ». Les mots « produit en cuve close » pourront être inscrits immédiatement au-dessus des mots « vin mousseux » et les caractères qui les composent devront être de dimensions au moins égales au tiers de celles des caractères les plus grands figurant dans l'inscription et de même apparence typographique.

TITRE III

Art. 7. — Les déclarations d'appellation d'origine effectuées par application de l'article 11 de la loi du 6 mai 1919 devront contenir, pour chaque appellation revendiquée, les indications suivantes :

- 1° Origine géographique des vins récoltés ou des vendanges d'achat ;
- 2° Cépages dont ils proviennent ;
- 3° Quantités auxquelles l'appellation est donnée.

TITRE IV

EAU DE VIE.

Art 8. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous les dénominations fixées au présent article des produits autres que ceux ayant aux termes dudit article, un droit exclusif à ces dénominations.

La dénomination d' « eau de vie de vin » est réservée au produit provenant de la distillation exclusive du vin.

Les dénominations d' « eau-de-vie de cidre » ou d' « eau-de-vie de poiré » sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive des cidres et des poirés.

La dénomination d' « eau-de-vie de marc » ou de « marc » est réservée à l'eau de vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisins frais additionnés ou non d'eau.

La dénomination de « kirsch » est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou des merises.

Les dénominations d' « eaux-de-vie de prunes, mirabelles, guetsches ou de tous autres fruits » sont réservées aux eaux-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation desdits fruits.

La dénomination de « genièvre » est réservée à l'eau-de-vie obtenue par la distillation simple en présence des baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, de blé, d'orge ou d'avoine.

La dénomination de « rhum » ou de « tafia » est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusive-

ment de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus de canne à sucre, non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leurs caractères spécifiques.

Les spiritueux visés au présent article perdent tout droit aux dénominations énumérées audit article lorsque, par suite d'une rectification consécutive à la distillation, ils ont perdu leurs caractères spécifiques. Ils ne peuvent alors être désignés que sous l'une des dénominations suivantes : « eau-de-vie », « esprit », « alcool », ces deux dernières pouvant seules être suivies de l'indication de la nature des matières premières au moyen desquelles ils ont été préparés. L'alcool de marc peut, toutefois, être dénommé « marc rectifié ».

Art. 9. — Les spiritueux visés à l'article précédent, lorsqu'ils ne proviennent pas en totalité d'une même région ou d'un même cru, ne peuvent être désignés sous l'appellation réservée aux produits de cette région ou de ce cru en particulier.

Dans le commerce des eaux-de-vie, le mot « fine » ne pourra être employé que s'il est accompagné d'une appellation géographique viticole ou cidricole, et pour désigner une eau-de-vie de vin ou de cidre provenant exclusivement de la région ainsi indiquée.

Les dénominations spécifiques visées à l'article précédent sont applicables aux mélanges des eaux-de-vie entre elles ou avec des alcools de fruit ou avec de l'alcool d'industrie, mais à la condition que la dénomination spécifique employée pour désigner le mélange soit suivie de la mention « fantaisie » ou d'un qualificatif différenciant ce mélange de l'eau-de-vie dont la dénomination est employée, de telle façon qu'aucune confusion ne puisse se produire, dans l'esprit de l'acheteur sur la nature ou sur l'origine du produit. Pour les mélanges de kirsch et d'alcool, le mot « commerce » répond à l'esprit de ces dispositions.

La dénomination « eau-de-vie » peut être employée pour désigner un mélange d'eaux-de-vie entre elles, ou d'une eau-de-vie avec un alcool de fruit ou avec de l'alcool d'industrie. Toutefois, cette dénomination peut être accompagnée d'un adjectif autre que le qualificatif « fine » ou ses composés, visant la qualité du produit, mais à condition que le mélange renferme moins de 50 p. 100 d'alcool de fruit ou d'alcool d'industrie.

Dans les inscriptions et marques servant à désigner les mélanges ou les spiritueux visés au présent article, la dénomination du produit et le qualificatif qui l'accompagne, ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

Art. 10. — Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques destinées à améliorer et à bouqueter les eaux-de-vie naturelles, en vue de tromper l'acheteur sur leurs qua-

lités substantielles, leur origine ou leur espèce ; donner, a des spiritueux destinés à la consommation sous quelque nom que ce soit, les caractères d'une eau-de-vie naturelle, en faussant les résultats de l'analyse.

En conséquence, rentre dans les cas prévus par les articles 3 et 4 de la loi du 1er août 1905, et l'article 4 de la loi du 28 juillet 1912, le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, connaissant leur destination, ou de détenir sans motifs légitimes tous produits pouvant servir à effectuer les manipulations ou opérations ci-dessus visées.

N'est pas considérée comme frauduleuse la réduction des spiritueux visés au présent décret au degré de consommation.

Toutefois, il est interdit de transporter en vue de la vente, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre des eaux-de-vie réduites au-dessous de 36 degrés, à moins que les récipients et emballages ne portent l'indication apparente, en chiffres d'au moins 5 millimètres de haut, de la richesse centésimale en alcool des eaux-de-vie qu'ils contiennent.

Art. 11.— Dans tous les établissements où s'exerce le commerce de détail des eaux-de-vie, les bouteilles, récipients et emballages renfermant les produits visés au présent titre doivent porter une inscription indiquant, en caractères apparents, la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente ou détenus en vue de la vente.

Cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX VINS, AUX VINS MOUSSEUX ET AUX EAUX-DE-VIE.

Art. 12.— Les récipients et emballages dans lesquels des produits destinés à la préparation ou à la conservation des vins, vins mousseux et eaux-de-vie sont détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus, doivent être revêtus d'une étiquette portant l'indication des éléments entrant dans la composition du produit.

Ces éléments doivent être désignés par leur dénomination commerciale usuelle, sans abréviations qui soient de nature à tromper l'acheteur sur leur signification.

La dénomination de ceux de ces éléments dont l'emploi n'est permis par le présent règlement qu'à doses limitées doit être suivie de l'indication de la quantité dudit élément contenu dans 100 grammes ou dans un litre du produit.

Les indications ci-dessus visées doivent être inscrites en caractères de dimensions au moins égales à la moitié des caractères les plus grands figurant sur l'étiquette et de même apparence typographique.

Les dispositions du présent article sont applicables aux inscriptions dans les annonces, réclames et papiers de commerce et concernant les produits ci-dessus visés.

Art. 13.— Il est interdit à toute personne se livrant au commerce des vins ou des eaux-de-vie de faire figurer sur ses étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, la mention « propriétaire à », « viticulteur à », « négociant à » ou « commerçant à » suivie du nom d'une région ou d'un cru particulier sur le territoire desquels elle ne possède ni propriété, ni vignoble, ni établissement commercial.

Art. 14.— Lorsqu'un nom de région ou de localité constitue une appellation désignant un produit qui a un droit exclusif à cette appellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants ou commerçants résidant dans cette région ou localité quand ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant pas droit à ladite appellation, ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, le nom de ladite région ou la localité qu'à la condition de le faire précéder des mots « propriétaire à », « viticulteur à », « négociant à » ou « commerçant à », suivis de l'indication du département où est située la région ou la localité, le tout imprimé en caractères identiques.

Art. 15.— L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

- 1° Sur les récipients et emballages ;
- 2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;
- 3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux-réclame, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 16.— Un délai de trois mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 4 (3° paragraphe), 6, 10 (dernier paragraphe) et 12.

Art. 17.— Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la Réunion et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris le 3 juillet 1929.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

André MAGINOT.

N° 31 - A - CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE

relative aux associations et syndicats de fonctionnaires.

Ministère des Colonies.— Direction du Personnel et de la Comptabilité.

Paris, le 4 juillet 1929.

Le Ministre des Colonies

à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des Colonies et les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.

M. le Président du Conseil vient de me faire parvenir la lettre reproduite ci-après :

Présidence du Conseil
n° 82.481.

Paris, le 10 juin 1929.

Le Président du Conseil
à Monsieur le Ministre des Colonies.

J'ai l'honneur de vous adresser la lettre circulaire ci-jointe que vous voudrez bien envoyer aux fonctionnaires sous vos ordres, ainsi que le dernier Conseil des Ministres en a décidé.

R. POINCARÉ.

Les termes de la lettre circulaire en question sont les suivantes :

« Il a été signalé au Gouvernement qu'à plusieurs reprises des Associations ou des Syndicats de fonctionnaires avaient demandé à des commissions parlementaires, en dehors et à l'insu des Ministres de les entendre au sujet de réclamations formulées ou projetées ».

« Nous croyons devoir vous rappeler que, les Ministres étant seuls responsables devant les Chambres, c'est à eux qu'incombe le devoir et qu'appartient le droit de parler au nom des administrations ».

« C'est donc à eux que vos demandes doivent être adressées et vous ne pouvez pas vous présenter devant les Commissions des Chambres sans avoir préalablement obtenu l'autorisation ministérielle ».

Je vous prie de vouloir bien conformément aux instructions de M. le Président du Conseil et à la décision du Conseil des Ministres, porter les prescriptions reproduites ci-dessus à la connaissance des fonctionnaires et agents placés sous vos ordres et veiller à ce qu'elles soient observées.

Le Ministre,
MAGINOT.

N° 971 ARRÊTÉ

promulquant à la Réunion le décret du 6 juillet 1929 relatif à l'application aux colonies du décret du 28 juin 1927 concernant les attributions et le fonctionnement de l'office national du combattant.

Le Gouverneur p. i. de l'île de la Réunion,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 9 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 1er novembre 1831, en son article 1er ;

Vu le décret du 6 juillet 1929 relatif à l'application aux colonies du décret du 28 juin 1927 concernant les attributions et le fonctionnement de l'office national du combattant, (J. O. R. F. du 14 juillet 1929, page 7984) ;

Arrête :

Art. 1er - Est promulgué à l'île de la Réunion le décret susvisé du 6 juillet 1929 relatif à l'application aux colonies du décret du 28 juin 1927 concernant les attributions et le fonctionnement de l'office national du combattant.

Art. 2 - Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Saint-Denis, le 29 août 1929.

L. FABRE.

Office national du combattant.

Bénéfice des avantages aux anciens combattants résidant aux colonies.

DÉCRET

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre des pensions et du ministre des finances,
Vu le Sénatus-Consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926 instituant l'office national du combattant ;

Vu le décret du 28 juin 1927 déterminant les attributions et le fonctionnement de l'office national du combattant, modifié par les décrets des 27 janvier 1928, 21 juin 1928, et notamment l'article 16 ;

Vu le décret du 1er mars 1928, relatif à l'attribution et au modèle de la carte de combattant,

Décète :

TITRE 1er

COMITÉS COLONIAUX.

Art. 1er — Dans les colonies, possessions et pays sous mandat français, il pourra être institué des comités coloniaux d'anciens combattants par décret contre-signés par le ministre des colonies et par le ministre des pensions.

Art. 2. — Le comité colonial veille sur les intérêts moraux et matériels des combattants. Il centralise toutes les informations de nature à les intéresser. Il étudie les dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'être prises en leur faveur et, d'une manière générale, il leur assure son patronage et son appui.

Il prend toutes mesures utiles pour favoriser leur placement. Il leur vient en aide, notamment, en leur facilitant toutes opérations de prévoyance et de crédit, d'assurance, de mutualité, de concessions agricoles, de construction et d'acquisition de maisons à bon marché, d'acquisition de jardins ouvriers.

Art. 3. — Le bénéfice des institutions du comité colonial du combattant est réservé aux titulaires de la carte définis aux articles 4 et 5.

Toutefois, les combattants bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919 ne peuvent prétendre à ces avantages lorsque ceux-ci sont déjà mis à leur disposition par l'office national des mutilés.

Art. 4. — Sont considérés comme combattants pour l'application de l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926 :

A. — *Pour les opérations effectuées entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918.*

1° Les militaires des armées de terre et de mer qui ont appartenu, pendant trois mois consécutifs ou non, aux unités énumérées aux tableaux annexés au présent décret ;

2° Sous réserve d'avoir appartenu aux unités énumérées aux tableaux ci-annexés, mais sans condition de séjour dans ces unités ;

Les militaires des armées de terre et de mer ayant été évacués pour blessure reçue ou maladie contractée en service alors qu'ils appartenaient à ces unités et ceux qui ont été faits prisonniers ;

3° Quelle que soit l'unité à laquelle ils ont appartenu, sans condition de séjour dans cette unité :

Les militaires des armées de terre et de mer qui ont reçu une blessure de guerre ;

Les alsaciens et les lorrains devenus français en exécution du traité de Versailles qui, mobilisés au cours de la guerre 1914-1918, sont affiliés à un groupe régional d'anciens combattants de la guerre de 1914-1918, rattaché à un groupement national de combattants ou de mutilés, à l'exception toutefois des anciens officiers de carrière.

B. — *Pour les opérations effectuées après le 11 novembre 1918.*

Les militaires des armées de terre et de mer faisant ou ayant fait partie des troupes et missions militaires en territoires étrangers ou ayant acquis des droits à une médaille commémorative de campagne de guerre ou à la médaille coloniale au titre du département de la guerre ou de la marine, sous réserve de remplir, en outre, l'une des conditions suivantes :

a) Avoir, pendant trois mois consécutifs ou non, pris une part effective à des opérations de guerre ;

b) Avoir été, sans condition de délai de séjour, mais en prenant part effectivement à des opérations de guerre, évacué pour blessure reçue ou maladie contractée au service, ou fait prisonnier ;

c) Avoir reçu une blessure de guerre.

Art. 5. — Les militaires ne remplissant pas les conditions visées ci-dessus, notamment les militaires ayant pris part aux opérations effectuées avant le 2 août 1914, pourront individuellement demander à bénéficier de la qualité de combattant. La décision sur chacun de ces cas sera prise par le ministre des pensions après instruction et avis du comité colonial et de l'office national des combattants.

Art. 6. — Les combattants recevront une carte d'identité spéciale dite carte du combattant, du modèle établi par le décret du 1^{er} mars 1928 et l'arrêté du 1^{er} mars 1928 de M. le ministre des pensions. Cette carte sera délivrée par le président du comité colonial dans les conditions prévues par le décret du 1^{er} mars 1928.

Toutefois, tiendra lieu provisoirement de carte du combattant un certificat constatant la qualité de combattant qui sera délivré sur demande des intéressés aux militaires des armées de terre et de mer visés à l'article 3 par les autorités énumérées dans les instructions spéciales des ministres de la guerre et de la marine.

Les certificats provisoires et la carte du combattant ne seront pas délivrés aux militaires des armées de terre et de mer non amnistiés qui auront encouru une condamnation pour infraction commise pendant la durée des opérations.

Art. 7. — Le comité colonial est administré par un conseil présidé par le gouverneur ou son délégué. La composition et le mode de nomination des membres sont déterminés par le décret de constitution. Il doit comprendre pour moitié au moins des anciens combattants titulaires de la carte de combattant.

Le comité colonial se réunit au moins une fois par semestre et toutes les fois qu'il est convoqué par le président.

Ses délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Les membres résidant en dehors du siège du comité peuvent être remboursés de leurs frais de déplacement, dans les conditions fixées par arrêté du gouverneur.

Art. 8. — Dans l'intervalle des réunions du comité colonial, le gouverneur réunit une commission permanente dont il fixe l'effectif et la composition, après avis du comité colonial. Cette commission est composée pour moitié au moins d'anciens combattants.

Les attributions de cette commission sont déterminées par délibération du comité colonial.

Art. 9. — Les ressources du comité colonial du combattant comprennent :

1° Les subventions accordées par l'office national du combattant, par les budgets général et locaux, par les communes et les établissements publics, par les personnes ou associations privées ;

2° Le produit des dons et legs faits au comité, dans les conditions prescrites par l'article 910 du code civil pour les établissements d'utilité publique ;

3° Toutes autres ressources qui pourraient être affectées au comité.

Art. 10. — Les dons, legs et libéralités de toute nature faits aux comités coloniaux sont exempts de tous droits de mutation.

Art. 11. — Le gouverneur détermine par arrêté les formes du budget et des comptes, la tenue des livres et des écritures, ainsi que la nomenclature des pièces justificatives de recettes et de dépenses.

Art. 12. — Le projet de budget préparé par le président et délibéré par le comité est approuvé par le gouverneur, après avis du comité d'administration de l'office national du combattant.

Art. 13. — Les fonctions d'agent comptable du comité colonial sont remplies par le trésorier général, ou par le trésorier-payeur de la colonie.

L'agent comptable est justiciable de la cour des comptes et soumis aux vérifications de l'inspection des colonies.

Art. 14. — Les opérations de recettes et de dépenses sont effectuées par l'agent comptable chargé seul et sous sa responsabilité de faire toute diligence pour assurer la rentrée des revenus et des créances, legs, donations et autres ressources du comité ; de faire procéder contre les débiteurs en retard aux exploits, significations, poursuites et commandements, à la requête du président du comité et d'acquitter les dépenses mandatées par celui-ci.

Art. 15. — Aucune dépense ne peut être engagée que par le président du comité et dans la limite des crédits régulièrement inscrits au budget.

Le président du comité colonial est seul chargé de la liquidation et de l'ordonnement des dépenses ainsi que de l'établissement et de la transmission des titres de recettes à l'agent-comptable.

Art. 16. — Les fonds libres du comité sont versés en compte courant sans intérêt au Trésor.

Le comité peut décider sous réserve de l'approbation du gouverneur que les fonds excédant les besoins prévus seront placés en valeur d'Etat.

Art. 17. — Le comité délibère le 31 août de chaque année au plus tard sur le compte administratif de son président et sur le compte de gestion de l'agent-comptable.

Le compte de l'agent-comptable doit être déposé au secrétariat général de la cour des comptes dans le courant du mois de novembre qui suit la clôture de l'exercice.

Art. 18. — Sous réserve des dispositions du présent décret, l'établissement et l'exécution des budgets des comités sont soumis aux prescriptions concernant la comptabilité des services locaux.

Art. 19. — En cas de suppression d'un comité, les valeurs provenant de dons, legs ou libéralités faits au comité avec affectation spéciale aux anciens combattants de la colonie sont attribuées par arrêté du gouverneur pris en conseil à des établissements publics ou reconnus d'utilité publique de la colonie, susceptibles d'exécuter les intentions des donateurs. Les fonds provenant des subventions de l'office national du combattant sont reversés à cet établissement.

Art. 20. — Le service administratif du comité colonial est assuré sous l'autorité du président par un chef de service désigné par le gouverneur qui fixe, après avis du comité, la rémunération de cet agent.

Le gouverneur fixe, en outre, après avis du comité, l'effectif et la rémunération du personnel adjoint au chef de service.

Art. 21. — A la fin de chaque exercice, le comité adresse au ministre des colonies, qui le transmet à l'office national, un rapport sur le résultat de son fonctionnement.

TITRE II

COMITÉS LOCAUX.

Art. 22. — Dans les colonies groupées en gouvernements généraux, il peut être institué, par arrêté du gouverneur général, des comités locaux. Cet arrêté fixe la composition des comités, le mode de nomination de leurs membres, leur organisation et l'étendue de leur circonscription.

Art. 23. — Les attributions des comités locaux sont déterminées par délibération du comité colonial, dans la limite des attributions de ce dernier.

Art. 24. — Les ressources du comité local comprennent :

1° Les subventions accordées par les budgets général et locaux, par les communes et les établissements publics, par les personnes ou associations privées.

2° Le produit des dons et legs faits directement au comité local et dont il aura la libre disposition en capital et intérêts ;

3° La quote-part qui peut lui être attribuée par le comité colonial sur les ressources de ce comité.

Art. 25. — Les dons, legs et libéralités de toute nature faits aux comités locaux sont exempts de tous droits de mutation.

Art. 26. — Le projet de budget préparé par le président et délibéré par le comité local est approuvé par le gouverneur général après avis du comité colonial.

Art. 27. — Le gouverneur général détermine par arrêté les formes du budget et des comptes, la tenue des livres et des écritures ainsi que la

nomenclature des pièces justificatives des recettes et des dépenses.

Art. 28. — Les fonctions d'agent comptable du comité local sont remplies par un comptable du Trésor désigné par le gouverneur.

L'agent comptable est justiciable de la cour des comptes et soumis aux vérifications de l'inspection des colonies.

Art. 29. — Les dispositions des articles 14 à 19 du présent décret sont applicables aux comités locaux.

Art. 30. — Le service administratif du comité local est assuré, sous l'autorité du président, par un chef de service désigné par le gouverneur qui fixe, après avis du comité la rémunération allouée à cet agent. Le gouverneur fixe, en outre, après avis du comité, l'effectif et la rémunération du personnel adjoint au chef de service.

Art. 31. — A la fin de chaque exercice, le comité adresse, par l'intermédiaire du comité colonial, au ministre des colonies qui le transmet à l'office national, un rapport sur les résultats de son fonctionnement.

Art. 32. — Les ministres des colonies, des pensions et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 juillet 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
ANDRÉ MAGINOT.

Le ministre des pensions,
LOUIS ANTÉRIOU.

Le ministre des finances,
HENRY CHÉRON.

DÉCRET

instituant la carte du combattant.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des pensions,
Vu l'article 101 de la loi de finances du 19 décembre 1926, ainsi conçu :

« Il est institué un office national du combattant sous forme d'établissement public.

« Les attributions et le fonctionnement de cet office seront déterminés par un décret qui devra être soumis à la ratification des Chambres dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi.

« Il est créé une carte du combattant qui sera attribuée, dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique, à toutes les personnes ayant droit de recourir à l'aide de l'office national du combattant ;

Vu le décret du 28 juin 1927, modifié par le décret du 27 janvier 1928, déterminant les attri-

butions et le fonctionnement de l'office national du combattant ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — La carte du combattant créée par l'article 101 de la loi de finances du 19 décembre 1926 est attribuée à toutes les personnes qui justifient de la qualité de combattant dans les conditions déterminées par les articles 2 à 5 du décret du 28 juin 1927 (art. 4 et 5 du décret du 6 juillet 1929).

Art. 2. — Cette carte est délivrée par le président du comité du combattant du département (de la colonie) où réside l'intéressé.

Jusqu'à la constitution des comités départementaux (coloniaux) du combattant, la carte est délivrée par le président du comité départemental (colonial) des mutilés et réformés de la guerre.

Art. 3. — Le modèle de la carte est déterminé par un arrêté du ministre des pensions pris après avis de l'office national du combattant.

La carte contient notamment les mentions suivantes : nom et prénoms, domicile, lieu et date de naissance.

Pour être valable, elle doit être revêtue de la signature du président du comité départemental (colonial) du combattant et de celle du titulaire.

Il y est apposé une photographie du titulaire, de la dimension de 3 centimètres sur 4, oblitérée au timbre sec par le comité départemental (colonial) du combattant.

Art. 4. — Il est tenu dans chaque comité départemental (colonial) un registre spécial où sont inscrits les noms des attributaires des cartes avec, pour chacun d'eux, un numéro d'ordre reproduit sur la carte délivrée.

Art. 5. — La carte est établie sur la remise du certificat provisoire prévu à l'article 5, paragraphe 2, du décret du 28 juin 1927, et de la photographie visée à l'article 3 ci-dessus.

Le certificat provisoire peut être adressé au comité départemental (colonial) du combattant, ou à la mairie de la résidence.

Dans tous les cas où le certificat provisoire ne contient pas l'indication du lieu et de la date de naissance, les titulaires devront justifier de leur identité. Ils peuvent le faire par la présentation au maire ou au comité départemental (colonial) d'une pièce d'identité telle que carte d'électeur, livret militaire, carte d'invalidité, livret de famille.

L'indication du lieu et de la date de naissance est reportée sur le certificat provisoire où est apposé le cachet de la mairie ou du comité.

Les intéressés peuvent également justifier de leur identité par l'envoi au comité départemental (colonial) de toute pièce justificative de la date et du lieu de leur naissance.

La carte est transmise à l'intéressé par l'intermédiaire du maire de sa résidence.

Art. 6. — Toute demande de remplacement de carte perdue ou détériorée doit être adressée

au président du comité départemental (colonial) qui a délivré la première carte.

Art. 7. — Les certificats provisoires ou les cartes indûment attribués sont retirés, à la diligence de l'office national du combattant, par l'autorité qui a procédé à la délivrance desdits certificats ou cartes.

Art. 8. — Un délai de trois mois à partir de la date de la publication du présent décret est accordé pour l'échange contre la carte du combattant des certificats provisoires délivrés antérieurement à cette publication.

Fait à Paris, le 1er mars 1928.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des pensions,
LOUIS MARIN.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

relatif au modèle de la carte du combattant.

Le ministre des pensions,

Arrête :

Art. 1er. — La carte du combattant, instituée en application de l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926, sera conforme au modèle ci-après :

(RECTO)

OFFICE NATIONAL
DU COMBATTANT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

N°

CARTE DU COMBATTANT

Comité départemental
ou Comité Colonial
de.....

délivrée à

M.....
prénoms.....
domicile.....
né le.....
à....., département ou colonie.....
A....., le.....



Le titulaire,

Le président
du comité départemental (colonial)
des combattants,

(VERSO)

OBSERVATIONS IMPORTANTES

La présente carte est rigoureusement personnelle et, pour être valable, doit être revêtue de la signature du titulaire.

Elle permet de recourir à l'aide de l'office national du combattant.

En cas de détérioration de nature à rendre difficile la vérification de l'identité, le titulaire a intérêt à demander le remplacement de sa carte au comité départemental (colonial) qui l'a établie.

Tout usage abusif ou frauduleux de la carte engage la responsabilité de son titulaire et expose celui-ci aux poursuites de droit commun.

Fait à Paris, le 1er mars 1928.

Louis MARIN.

N° 981 - ARRÊTÉ

promulguant à la Réunion le décret du 26 juillet 1929 convoquant les conseils municipaux des communes et les collèges électoraux des colonies élisant un sénateur.

Le Gouverneur p. i. de l'île de la Réunion,

Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 9 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'arrêté du 1er novembre 1831, en son article 1er ;

Vu le décret du 17 juillet 1929 promulgué dans la colonie par arrêté du 24 juillet 1929, (J. O. R. 1929, page 490) ;

Vu le décret du 26 juillet 1929 convoquant les conseils municipaux des communes et les collèges électoraux des colonies élisant un sénateur ;

Vu le câblogramme ministériel n° 165 du 4 septembre 1929 ;

Arrête :

Art. 1er. — Est promulgué à l'île de la Réunion le décret susvisé du 26 juillet 1929 convoquant les conseils municipaux des communes et les collèges électoraux des colonies élisant un sénateur.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Saint-Denis, le 5 septembre 1929.

L. FABRE.

DÉCRET

convoquant les conseils municipaux des communes et les collèges électoraux des colonies élisant un sénateur.

Le Président de la République française,
Sur la proposition du Ministre des colonies,

Vu les lois des 24 février 1875 sur l'organisation du Sénat, 2 août 1875 sur les élections des sénateurs et 9 décembre 1884 modifiant celles des 24 février et 2 août 1875 ;

Vu la loi du 30 décembre 1875 ;

Vu le décret du 3 janvier 1876 portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois ;

Vu le décret du 4 janvier 1876 portant règlement d'administration publique pour l'exécution aux colonies de l'article 17 de la loi du 2 août 1875 relatif à l'indemnité de déplacement allouée aux délégués et suppléants des conseils municipaux ;

Vu les procès-verbaux des séances du sénat en date du 27 mars 1876 et du 7 décembre 1920 fixant la répartition en trois séries des départements de la France, l'Algérie et des colonies françaises ainsi que l'ordre du renouvellement des dites séries ;

Vu le décret du 17 juillet 1929 rendant applicables aux colonies élisant un sénateur les dispositions de la loi du 7 juillet 1929 complétant la loi du 9 décembre 1894 concernant les élections des sénateurs ;

Décrète :

Art. 1er. — Les conseils municipaux des communes de la Réunion sont convoqués pour le dimanche 22 septembre 1929 à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection du sénateur de la colonie.

Art. 2. — Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux et des délégués municipaux se réunira au chef-lieu de la colonie le dimanche 27 octobre 1929 pour procéder à cette élection.

Art. 3. — Les réunions des conseils municipaux et les opérations électorales tant pour l'élection que pour la nomination du sénateur auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets susvisés.

Art. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française, aux Journaux Officiels des colonies intéressées et inséré au Bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 juillet 1929.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

André MAGINOT.

Acte du Gouvernement local

N° 975 - CIRCULAIRE

au sujet des taxis automobiles qui doivent être considérés comme automobiles ordinaires.

à Messieurs le Chef du service de la Police administrative et judiciaire, le lieutenant commandant le Détachement de Gendarmerie, le Chef du service des Travaux publics.

Saint-Denis, le 29 août 1929

Mon attention a été appelée sur les procès-verbaux dressés contre les conducteurs de taximètres automobiles, pour défaut de permis de conduire spécial pour les transports en commun.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les taximètres automobiles, doivent être considérés comme voitures automobiles ordinaires, au regard de l'arrêté du 30 janvier 1924 réglementant la police des routes.

Un arrêté de la Cour d'appel de Saint-Denis en date du 5 avril 1929 a jugé dans ce sens, se basant sur les considérations suivantes :

« Attendu que de l'arrêté du 30 janvier 1924 qui réglemente la police des routes à la Réunion et de celui du 5 février de la même année, il appert que par automobiles affectées à des transports en commun il faut entendre, d'une façon générale, des véhicules assurant le transport de voyageurs sur un parcours et d'après un itinéraire déterminé, suivant un horaire et un tarif par place préalablement fixés et dans des conditions de sécurité et de commodité spécialement prévues.

Que ces particularités nettement spécifiées excluent donc de la clause des voitures affectées aux transports en commun les automobiles de louage appelées taxis, lesquelles en l'absence de texte spécial rentrent d'après leurs caractéristiques propres, dans la catégorie des voitures ordinaires, « voitures de maître ou voitures de commerce ».

Je vous serais obligé d'aviser les agents chargés de la police des routes d'observer rigoureusement ces prescriptions.

Le Gouverneur p. i.

L. FABRE.

Nominations, Mutations, etc.

concernant le Personnel

Par décision du Gouverneur, en date du 30 août 1929, a été rapportée à compter du 1er septembre, la décision du 16 février 1929 chargeant M. Orsoni (Charles), contrôleur de l'Administration métropolitaine des P.T.T. de l'intérim de chef du service des P.T.T. de la Réunion.

M. Ferrasse, inspecteur métropolitain des P.T.T., détaché en qualité de chef du service des P.T.T. à la Réunion, par arrêté du sous secrétaire d'Etat aux P.T.T. à la date du 11 juin 1929, a pris ses fonctions à compter du 1er septembre 1929.

Avance sur arrérages de pension

Par décision du Gouverneur en date du 29 août 1929, il a été accordé à compter du 1er avril 1929, une avance annuelle de quatre mille francs (4.000 frs.) à Mme Prémont (Isis), veuve d'un Juge de paix.

Cette avance est à valoir sur les arrérages de la pension qui lui revient par application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924.

Démission

Par décision du Gouverneur, en date du 28 août 1929 a été acceptée la démission offerte par M. Athènes (Louis), de ses fonctions de garde de 5^{me} classe des Eaux et Forêts, à compter du 5 septembre 1929.

DIVERS

Conseil du Contentieux

Par décision du Gouverneur en date du 5 septembre 1929, MM. Loyon (René) et Goguillot (Maurice) ont été désignés pour faire partie du conseil du Contentieux administratif, en qualité de Membres suppléants, en remplacement de MM. Caillat (Edouard) et François (Georges).

Caisse régionale de crédit

mutuel agricole

Par décision du Gouverneur en date du 5 septembre 1929, il a été accordé à la caisse régionale de crédit mutuel agricole de la Réunion une avance six cent mille francs (600.000) remboursable dans le délai d'un an.

Bureau de Bienfaisance

Par décision du Gouverneur, en date du 28 août 1929, M. Morel (Klébert), cultivateur à Saint-Joseph, a été nommé membre du Bureau de bienfaisance de la Commune de St-Joseph en remplacement de M. Marion (Joseph) démissionnaire.

Education physique

Par décision du Gouverneur en date du 29 août 1929 le Lieutenant Arthur, du 2^e R.M.M. affecté à la 6^{me} compagnie à Saint-Denis, a été nommé chef du service de l'Education physique et de la Préparation militaire dans les conditions prévues par l'arrêté du 27 novembre 1923, en remplacement du Lieutenant Calvel.

Bourses

Par décision du Gouverneur en date du 29 août 1929, il a été accordé, à charge de remboursement ultérieur par les intéressés, une bourse provisoirement fixée à 8.000 francs par an, à :

Melle Levigoureux (Marie), une bourse de six mois pour l'examen d'équivalence en droit à Paris ;

de un an à MM. Cerisier (Raymond) et Vally (Julien), pour l'examen d'équivalence en droit à Paris et la préparation du concours de la Magistrature coloniale.

de trois ans à Melle de Gaudin de Lagrange (Emérentienne), pour la Faculté des Lettres de Montpellier (licence d'anglais) ;

de six ans à Melle de Gaudin de Lagrange (Marguerite Marie), pour la Faculté de Médecine de Montpellier ;

de six ans à Melle Sylvain (Méry), pour la Faculté de Pharmacie à Paris ;

de trois ans à Melle Levigoureux (Juliane), pour la Faculté des Lettres de Paris (licence d'anglais);

de six ans MM. à Auber (Camille), Couturier (Hervé) et Serveaux (Roger), pour la Faculté de Médecine de Paris;

de six ans à M.M. Dambreville (Carmel), Lapière (Yves) et Notaise (Lucien), pour la Faculté de Médecine de Montpellier;

de trois ans à M. Gazet du Chatelier (Gérard), pour la Faculté des Sciences de Montpellier; (licence ès-Sciences naturelles);

de deux ans à M.M. Geslin (Yves) et Sanglier (Roger), pour la Faculté des Lettres de Montpellier (licence d'Histoire et de Géographie),

de deux ans au Lycée de Montpellier à M. Payet (Raymond), pour sa préparation à l'Ecole normale supérieure (Sciences).

Le remboursement du montant de ces bourses s'effectuera dans les conditions fixées par l'arrêté du 8 novembre 1912,

Les intéressés devront, à cet effet, souscrire un engagement sous la garantie de leur père, mère ou tuteur.

Il a été accordé une prolongation de bourse remboursable de deux ans, sur le pied de 4.000 francs par an, à M. Lebel (Charles) pour l'Ecole coloniale;

de un an sur le pied de 8.000 francs, à M. Lebel (Léon), pour la Faculté des Lettres de Paris;

de un an, sur le pied de 8.000 francs à Mile Malval (Marie) pour l'Ecole de dessin à Paris.

Subventions

Par décision du Gouverneur, en date du 28 août 1929, il a été accordé à l'Académie de la Réunion, pour l'année 1929 une subvention de trois mille francs (3.000 frs),

Par décision du Gouverneur en date du 28 août 1929, il a été accordé au Musée d'art, pour l'exercice 1929, une subvention de deux mille francs (2.000 frs),

Partie non officielle

Avis et communications

Recrutement d'élèves topographes pour Madagascar.

Les jeunes gens désireux d'entrer à l'Ecole spéciale de topographie de Tananarive sont priés de se faire connaître avant le 1er octobre au Cabinet du Gouverneur de la Réunion où tous renseignements leur seront donnés sur le fonctionnement de l'Ecole et le programme des cours. Les bourses sont de 6.000 francs en première année et de 6.600 francs en seconde année. Les candidats qui auront subi avec succès l'examen de fin de seconde année, débiteront à la solde de 10.000 francs (solde de présence) augmentée : 1° des 7/10, 2° d'une indemnité de zone variant, selon les localités, de 4 à 12 francs par jour; 3° d'une indemnité de déplacement de 15 f. 50 par jour pour tout travail exécuté à plus de 4 kilomètres de la résidence du géomètre. Enfin, toute opération exécutée sur le terrain quelle qu'en soit la situation, donne droit à une indemnité de responsabilité pouvant atteindre 10 à 20 francs par jour de travail.

Cet appel pour recrutement de six élèves de 1re année s'adresse non seulement aux candidats ayant les diplômes requis qui pourront être admis sans examen; mais encore à ceux n'en possédant aucun qui auront alors à subir les épreuves d'un concours à partir du 5 novembre prochain, simultanément à Tananarive, Tamatave, Diégo-Suarez, Majunga, Mananjary, Fianarantsoa, Nossi-Bé, Tuléar et Saint-Denis-Réunion.

Pour les conditions d'admission, voir le Journal Officiel de Madagascar du 20 novembre 1920 et celui du 15 janvier 1921 ou s'adresser au Cabinet du Gouverneur de la Réunion.

SERVICE DE L'INSCRIPTION MARITIME

AVIS

Les personnes dont les noms suivent ou leurs héritiers sont informés qu'ils peuvent réclamer au bureau de l'Inscription maritime de Saint-Denis et du Port de la Pointe des Galets les sommes qui leur sont dues.

Ces sommes déposées à la Caisse des gens de mer pendant l'année 1899 et qui vont être atteintes par la prescription trentenaire pourront être réclamées par les intéressés jusqu'au 1er janvier 1930.

savoir :

Asson Constant, matelot à bord du 3 mâts «Astrée».....	286,84
Héritiers Alizard Paul Emmanuel Marie, facteur chef du Port et du chemin de fer à Saint-Denis.....	582,13 + 61
Héritiers Pierrot Joseph, Commis des Douanes décédé à Saïgon.....	78,32
Héritiers Frumend Louis, cuisinier à bord du 3 mâts « Claire Mémén ».	102,85

Port, le 21 août 1929.

L'Administrateur de l'Inscription maritime.

Informations

MAIRIE DE SAINT-DENIS

Ile de la Réunion

AVIS

Le Maire, soussigné, a l'honneur d'informer les porteurs d'obligations de l'emprunt de 600.000 francs contracté le 4 janvier 1927 par la Commune de Saint-Denis, que les obligations du dit emprunt portant les numéros suivants sont sortis au tirage au sort effectué publiquement le 30 août courant et remboursables à partir du 31 octobre 1929, savoir :

Nos : 558. 811. 436. 1119. 667. 879. 833. 912. 911. 494. 727. 648. 493. 649. 1042. 913. 235. 1190. 814. 280. 663. 391. 822. 439. 485. 327. 1059. 336. 1003. 388. 108. 489. 56. 121. 122. 1031. 484. 1057. 714. 63. 586. 868. 347. 1058. 374. 483. 120. 119. 882. 736. 4. 3. 697. 991. 338. 866. 51. 608. 855. 856. 114. 602. 1131. 659. 1002. 902. 260. 151. 300. 497. 368. 61. 361. 985. 857. 525. 1029. 910. 8. 357. 521.

447. 520. 356. 519. 599. 147. 52. 138. 137. 136. 135. 134. 133. 1043. 962. 963. 462. 461. 460. 459. 463. 821. 616. 420. 389. 1108. 888. 206. 585. 1130. 729. 331. 268. 557. 1050. 707. 308. 309. 677.

Passé la date ci-dessus, ces obligations cessent de rapporter intérêts.

Saint-Denis, le 31 août 1929.

Le Maire,
JEAN CHATEL.

MAIRIE DE SAINT-DENIS

Ile de la Réunion

AVIS

Le Maire a l'honneur de prévenir les détenteurs d'obligations des divers emprunts de la Ville de Saint-Denis que, par suite du tirage au sort effectué publiquement le 30 août courant, les numéros suivants sont sortis et remboursables aux dates ci-après désignées, à partir desquelles les dites obligations cessent de produire des intérêts; savoir :

A partir du 1er octobre 1929 :

(Emprunt de 150.000 frs.) Nos 272. 248. 268. 27. 56. 203. 219. 296. 133. 145. 206. 141. 33. 117. 67.

A partir du 23 décembre 1929 :

(Emprunt de 225.000 frs.) Nos 140. 297. 218. 415. 31. 252. 398. 24. 203. 311. 286. 356. 387. 393. 19. 369. 95. 259.

Le remboursement des obligations assorties ainsi que le paiement de coupons échus auront lieu, à la caisse du Receveur municipal de Saint-Denis, sur présentation des titres.

Saint-Denis le 31 août 1929.

Le Maire,
JEAN CHATEL.

Imprimerie Madame F. CAZAL
Imprimeur du « Journal et Bulletin Officiel »
Saint-Denis (Réunion)

17
GOUVERNEMENT
DE
LA REUNION

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

1er Bureau

Saint-Denis, le 7 septembre 1929

N° 439

Elections sénatoriales.

LE GOUVERNEUR p.i. DE LA REUNION

à Monsieur le Maire

Le journal-bulletin officiel du 6 septembre 1929 a publié le décret, en date du 26 juillet 1929, fixant au 27 octobre 1929 l'élection du Sénateur de la Réunion. Ce décret convoque, en même temps, pour le 22 septembre 1929, les Conseils municipaux appelés à choisir les Délégués qui, avec les Députés et les Conseillers généraux, doivent former le Collège électoral de la Colonie.

D'autre part, un arrêté local, du 7 septembre 1929, dont copie est ci-jointe, fixe à 14 heures, le 22 septembre, la réunion du Conseil municipal et à 8 heures à l'Hôtel de Ville de St-Denis, le 27 octobre, la réunion du Collège électoral.

J'ai l'honneur de vous rappeler, à cette occasion, les règles que les lois en vigueur ont tracées pour l'élection des Délégués des Conseils municipaux et des suppléants.

Convocation du Conseil municipal.

Vous voudrez bien notifier, par écrit, à tous les Membres du Conseil municipal, l'arrêté convoquant cette Assemblée, en indiquant, en même temps, le lieu de la réunion qui ne sera autre que le local où se tiennent ordinairement ses séances.

Cette convocation devra être faite trois jours francs, au moins, avant le jour de la réunion. Elle sera

affichée.....

affichée à la porte de la Mairie et mentionnée au registre des délibérations du Conseil municipal (Art. 48 de la loi du 5 avril 1884).

Quorum nécessaire.

Aux termes de l'article 50 de la loi du 5 avril 1884, les Conseils municipaux délibèrent valablement lorsque la majorité des Membres en exercice assistent à la séance.

Mais, suivant la jurisprudence du Conseil d'Etat, il suffit, pour l'élection des Délégués que cette majorité soit présente au commencement de la séance. Sa présence ayant été constatée, peu importe que le départ d'un ou de plusieurs Conseillers, avant même l'ouverture ^{du scrutin} ait réduit le nombre des Membres présents, et, par suite, le nombre des votants à un chiffre inférieur à la majorité.

Ainsi donc, il suffirait que la majorité des Membres en exercice fût présente au commencement de la séance du 22 septembre pour rendre valable l'élection des Délégués et celle des suppléants, quel que fût le nombre des votants.

Dans le cas où le Conseil ne se réunirait pas le 22 septembre en nombre suffisant pour délibérer, il serait fait, par écrit, à l'issue même de la séance, une nouvelle convocation pour le surlendemain 24 et, si, à cette deuxième séance, le Conseil ne pouvait encore valablement délibérer, une troisième convocation serait faite le même jour pour le 26 septembre (loi du 30 décembre 1875, article 1er).

A cette dernière séance, il serait procédé à l'élection quel que fût le nombre des Membres présents.

Présidence du Conseil municipal.

Il vous appartient, comme Maire, de présider, et, par suite, de diriger les opérations électorales.

En cas d'empêchement de votre part, les mêmes droits seront exercés par l'Adjoint qui vous remplacera (Art. 52

de la loi du 5 avril 1884).

Secrétaire.

Les fonctions de Secrétaire seront remplies par un des Membres du Conseil nommé au scrutin secret et à la majorité des Membres présents (Art. 51 et 53 de la loi du 5 avril 1884).

Nombre de Délégués à élire.

Le nombre des Délégués à élire par les Conseils municipaux étant proportionné à celui des Membres de chaque Conseil municipal (Art. 6 de la loi du 9 décembre 1884), le Conseil de votre Commune aura à élire le nombre de Délégués indiqué pour elle au tableau ci-après :

| Noms des Communes | Nombre de Conseillers | Nombre de Délégués à élire |
|----------------------|-----------------------|----------------------------|
| Saint-Denis | 27 | 12 |
| Ste-Marie | 23 | 9 |
| Ste-Suzanne | 23 | 9 |
| St-André | 27 | 12 |
| Salazie | 23 | 9 |
| Bras-Panon | 21 | 6 |
| St-Benoît | 27 | 12 |
| Plaine-des-Palmistes | 12 | 3 |
| Ste-Rose | 21 | 6 |
| Possession | 23 | 9 |
| Port | 23 | 9 |
| St-Paul | 27 | 12 |
| Trois-Bassins | 21 | 6 |
| St-Leu | 27 | 12 |
| Avirons | 21 | 6 |
| Etang-Salé | 23 | 9 |
| St-Louis | 27 | 12 |
| Entre-Deux | 21 | 6 |
| St-Pierre | 27 | 12 |

| Noms des Communes! | Nombre de Conseillers | Nombre de Délégués à élire |
|--------------------|-----------------------|----------------------------|
| Tampon | 27 | 12 |
| St-Joseph | 27 | 12 |
| St-Philippe | 16 | 3 |

Choix des Délégués.

Le choix du Conseil municipal peut porter sur tous les électeurs de la Commune y compris les Membres de l'Assemblée municipale, alors même que ceux-ci ne seraient point inscrits sur la liste électorale.

Seuls les Députés et les Conseillers généraux, qui font de droit partie du corps électoral, ne peuvent être élus Délégués (loi du 2 août 1875, article 2).

Election.

L'élection des Délégués doit être faite sans débat au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages et au scrutin de liste, dans le cas où il y a lieu de procéder à l'élection de deux ou plusieurs Délégués (loi du 2 août 1875, article 2).

La séance pourra être publique; toutefois, en vertu de l'article 54 de la loi du 5 avril 1884, le Conseil municipal pourra décider, par assis et levé, qu'il se forme en comité secret.

Vous devrez veiller à ce qu'aucune discussion ne s'engage et à ce que l'Assemblée ne motive pas ses préférences. D'ailleurs, et par application des termes de l'article 8 de la loi du 9 décembre 1884, le fait que le vote aurait été précédé d'une discussion/est une cause de nullité. Le Conseil d'Etat a même admis que le fait d'offrir, en séance, la candidature à un Conseiller qui

avait déclaré l'accepter, constitue un débat interdit par la loi, et il a, en conséquence, annulé l'élection.

Les Conseillers pourraient écrire leur bulletin en séance ou hors séance, mais, ils devront le remettre fermé au Président.

Seront considérés comme valables ^{les bulletins} /portant plus ou moins de noms qu'il y a de Délégués à élire; toutefois, les derniers noms inscrits au-delà du nombre fixé ne comptent pas.

La majorité absolue se calcule sur le nombre des suffrages exprimés. Vous n'aurez donc à tenir compte ni des bulletins blancs ni des bulletins ne contenant pas de désignation suffisante, ni de ceux dans lesquels les votants se seraient fait connaître.

La majorité absolue est nécessaire aux deux premiers tours de scrutin; au troisième tour, la majorité relative suffit.

Rien n'oblige les votants à limiter leur choix, lors du troisième tour, aux candidats qui ont réuni le plus de suffrages au scrutin précédent.

A égalité de voix, la nomination est acquise au plus âgé.

En aucun cas, la voix du Président n'est prépondérante (loi du 2 août 1875, article 2 et la loi du 5 avril 1884, article 51).

Durée du scrutin.

Le scrutin devra être ouvert à l'heure fixée par l'arrêté du 7 septembre 1929, alors même que tous les Conseillers ne seraient pas présents à la séance, mais, afin d'éviter que quelques Membres ne se trouvent empêchés de prendre part à l'élection par suite de la clôture précipitée du scrutin, vous devrez vous conformer aux dispositions suivantes :

Après.....

Après avoir donné lecture des lois et décrets applicables à l'élection des Délégués et rappelé que le vote doit avoir lieu sans débat, vous recueillerez les bulletins des Conseillers présents. Si tous les Membres du Conseil sont présents ou si tous les absents vous ont prévenu qu'ils ne peuvent se rendre à la séance il n'y a pas lieu d'attendre pendant une heure et le scrutin peut être dépouillé aussitôt après la réception des votes des Conseillers présents. Toutefois, la circonstance que tous les Membres absents se sont fait excuser est absolument nécessaire, sans cela, il y aurait lieu à annulation de l'élection. Dans le cas contraire, le dépouillement ne commencera qu'une heure après l'ouverture de la séance.

J'appelle toute votre attention sur cette disposition.

Il sera procédé ensuite aux deuxième et troisième tours, s'il y a lieu, le dépouillement de ces scrutins se fera immédiatement après le dépôt des bulletins, puisque tous les Conseillers qui auront répondu à la convocation seront présents dans la salle.

Scrutateurs.

La loi n'indiquant pas à qui incombe le soin de dépouiller les scrutins, il a été décidé par le Conseil d'Etat que le dépouillement peut être fait par le Maire, seul, sous les yeux du Conseil, sans adjonction de scrutateurs.

Election des Suppléants.

Aussitôt après l'élection des Délégués, le Conseil municipal procédera à l'élection des Suppléants chargés de remplacer les Délégués en cas de refus ou d'empêchement (loi du 2 août 1875, article 2).

Cette opération sera faite dans la même forme déjà indiquée pour les Délégués titulaires.

Nombre de Suppléants.

Le nombre des suppléants est proportionné à celui

des Délégués titulaires.

Les Conseils municipaux auront donc à élire :

| | | |
|----------------------|--------------------|---------------|
| St-Denis | qui a 12 Délégués, | 3 Suppléants; |
| Ste-Marie | " 9 " | 2 " |
| Ste-Suzanne | " 9 " | 2 " |
| St-André | " 12 " | 3 " |
| Salazie | " 9 " | 2 " |
| Bras-Panon | " 6 " | 2 " |
| St-Benoît | " 12 " | 3 " |
| Plaine-des-Palmistes | " 2 " | 1 " |
| Ste-Rose | " 6 " | 2 " |
| Possession | " 9 " | 2 " |
| Port | " 9 " | 2 " |
| St-Paul | " 12 " | 3 " |
| Trois-Bassins | " 6 " | 2 " |
| St-Leu | " 12 " | 3 " |
| Avirons | " 6 " | 2 " |
| Etang-Sale | " 9 " | 2 " |
| St-Louis | " 12 " | 3 " |
| Entre-Deux | " 6 " | 2 " |
| St-Pierre | " 12 " | 3 " |
| Tampon | " 12 " | 3 " |
| St-Joseph | " 12 " | 3 " |
| St-Philippe | " 3 " | 1 " |

Procès-verbal.

Le procès-verbal de cette double opération sera dressé sur-le-champ, en triple expédition, sur les imprimés ci-joints (modèle N° 1). Un exemplaire signé de tous les Membres présents me sera adressé sans retard, un autre affiché à la porte de la Mairie, et le troisième conservé à la Mairie et transcrit sur le Registre des délibérations du Conseil municipal (loi du 2 août 1875, article 5).

Ce.....

Ce procès-verbal devra mentionner, par ordre décroissant le nombre des suffrages obtenus par tous les candidats.

Notification aux Délégués
et suppléants.
Acceptation.
Refus.

Si les Délégués/^{élus} sont Membres du Conseil municipal et assistent au vote, ils feront connaître, séance tenante, leur acceptation ou leur refus qui est consigné au procès-verbal.

En cas de refus, le Conseil municipal, avant de passer à l'élection des Suppléants, pourvoira à leur remplacement.

L'acceptation ou le refus des Suppléants sera également, si les candidats sont présents, constaté au procès-verbal et le refus sera suivi d'une nouvelle désignation faite dans la même forme par le Conseil municipal.

Si les Délégués élus ne sont pas présents à la séance, vous devrez, dans les 24 heures, leur faire notifier leur nomination en les informant qu'un délai de cinq jours, à partir de la notification, leur est imparti pour faire parvenir au Secrétariat général l'avis de leur acceptation. Il sera dressé procès-verbal de cette notification, en double expédition, suivant les imprimés ci-annexés (Modèle N° 2), l'une des copies restera entre les mains des Délégués, l'autre me sera immédiatement transmise par vos soins.

Protestations contre les
élections des Délégués.

Les protestations élevées contre la régularité des opérations par un ou plusieurs Membres du Conseil municipal seront insérées au procès-verbal (Modèle N° 1).

Mais le droit d'arguer de nullité les opérations n'est pas limité aux Membres du Conseil municipal. Il peut être exercé par tout électeur de la Commune; 2° par le Gouverneur (loi du 2 août 1875, articles 5 et 7).

Les.....

Les réclamations, qu'elles émanent des Conseillers municipaux ou de simples électeurs, doivent, sous peine de déchéance, être adressées au Secrétariat général, dans le délai de trois jours à partir de l'élection.

Les protestations sont jugées par le Conseil du Contentieux administratif, sauf appel au Conseil d'Etat; mais, ni le recours au Conseil d'Etat, ni même la protestation devant le Conseil du Contentieux, n'ont d'effet suspensif.

Réunions électorales.

Je termine, Monsieur le Maire, en vous rappelant les prescriptions de l'article 16 de la loi du 2 août 1875, modifié par la loi du 9 décembre 1884, relatives aux réunions publiques pour l'élection des sénateurs. Cet article est ainsi conçu:

"Les réunions électorales pour la nomination des Sénateurs pourront être tenues depuis le jour de la promulgation du décret de convocation des électeurs jusqu'au jour du vote inclusivement.

"La déclaration prescrite par l'article 2 de la loi du 28 juin 1881 sera faite par deux électeurs au moins.

"Les formalités et prescriptions de cet article, ainsi que celles de l'article 2 seront observées.

"Les Membres du Parlement, élus ou électeurs dans le Département, les électeurs sénatoriaux, Délégués et Suppléants et les candidats et leurs mandataires peuvent seuls assister à ces réunions.

"L'autorité municipale veillera à ce que nulle autre personne ne s'y introduise.

"Les Délégués et Suppléants justifieront de leur qualité par un certificat du Maire de la Commune; les candidats ou mandataires par un certificat du fonctionnaire qui aura reçu la déclaration dont il est parlé au § 2".

Je.....

Je vous prie de tenir la main à l'exécution de ces prescriptions ./.

Le Gouverneur p.i. de la Réunion,

Signé: L. Fabre.

P.C.C. :

Le Chef du 1er Bureau,

A. Bahuy

Y.P.
MINISTÈRE
DES
COLONIES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ.

ARRIVÉE
LE 28 DEC 1929

DIRECTION POLITIQUE
3ème Bureau.

Paris, le 26 DEC 1929 19
27, rue Oudinot (VII^e).

NOTA. — Les réponses doivent
être adressées au Ministre et porter
l'indication ci-dessus.

Elections sénatoriales
du 27 Octobre 1929 à
la Réunion.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, tel qu'il m'est
parvenu, le dossier relatif aux élections qui ont eu lieu,
à la Réunion, le 27 Octobre 1929, à l'effet de procéder
à l'élection d'un Sénateur de cette colonie.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien
m'accuser réception de cet envoi.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assu-
rance de ma haute considération./.

62 50 J. 37136-29

Monsieur le Président
du Sénat,
Palais du Luxembourg.

Saint-Denis, le 8 novembre 1929

SECRETARIAT GENERAL

1er Bureau

BORDEREAU des pièces constituant le dossier
de l'élection sénatoriale du 27 octobre 1929

| | | |
|----------|--|---|
| 1 - | Tableau indiquant les résultats de l'élection des délégués et des suppléants | 1 |
| 2 - | Liste des électeurs sénatoriaux par ordre alphabétique..... | 2 |
| 3 et 4 - | Listes d'émargement | 2 |
| 5 et 6 - | Liste de pointage | 2 |
| 7 à 13 - | Bulletins blancs ou nuls | 6 |
| 14 - | Procès-verbal des opérations électorales du 27 octobre 1929 | 1 |
| 15 - | Relevé des sommes mises en paiement à titre d'indemnité aux délégués | 1 |
| 16 - | Numéro du J.B.O. du 6 septembre 1929 | 1 |
| 17 - | Circulaire aux Maires en date du 7 septembre 1929 | 1 |

Le Secrétaire Général p.i.,

MEMBRE DU SÉNAT.

Élu le 27 Octobre 1929.

(1er tour de scrutin.)

| | |
|------------------------------------|-----|
| Nombre des électeurs inscrits..... | 235 |
| Nombre des votants..... | 231 |
| Nombre des suffrages exprimés..... | 224 |

CANDIDAT PROCLAMÉ.

Nom : Bénard

Prénoms : Scorus

Qualification, profession, etc. : Industriel

Date de la naissance : 6 Janvier 1882

Nombre des suffrages obtenus par le candidat élu..... 222

85-366-1920. [7938]

Les autres suffrages se sont répartis entre :

M. Mcartin Scipols..... 1

M. Archangeaud Augustin..... 1

M. 4.....

M. 4.....

Divers, bulletins nuls ou voix perdues..... 7

TOTAL ÉGAL au nombre des bulletins trouvés dans l'urne.. 231

14

ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

(MODÈLE N° 8.)

EXÉCUTION DES LOIS DES 2 AOÛT 1875, 9 DÉCEMBRE 1884, 29 JUILLET 1913 ET 31 MARS 1914.

PROCÈS-VERBAL des opérations du collège électoral réuni le *vingt sept Octobre 1929*,
à *huit heures*, pour élire *un* sénateur.

(1) Nom et prénoms du président
du collège. — Président ou vice-pré-
sident ou juge le plus ancien.

L'an mil neuf cent *vingt neuf*, le *vingt sept* du mois d'*Octobre*
nous ⁽¹⁾ *de Balmain Emile* *Président*
du tribunal de première instance de *S^t Denis*, nous sommes
rendu dans la salle de *l'Hotel de Ville* à *S^t Denis*
local désigné pour la réunion du collège électoral du département de *la Réunion*
convoqué en vertu du décret du *vingt cinq juillet 1929*
à l'effet d'élire *un* sénateur.

Les portes de la salle ont été ouvertes à huit heures, heure légale, et les électeurs ont été immédiatement introduits.

Nous avons alors appelé à siéger au bureau, comme étant les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents, sachant lire et écrire :

M. *Seraphine* (*Julien*), né le *21 Avril 1857*
M. *Premont* (*Achille*), né le *2 Octobre 1864*
M. *Avarou* (*Max*), né le *17 Juin 1904*
M. *Sanglier* (*Fernand*), né le *23 Janvier 1902*

Le bureau, ainsi constitué, a choisi pour secrétaire M.

Latge (*Louis*), électeur.

Les pièces suivantes ont été déposées sur le bureau :

- 1° Le texte de la loi organique du 2 août 1875, sur l'élection des sénateurs modifiée par les lois des 9 décembre 1884, 1^{er} février 1898, 31 mars 1914 et 30 décembre 1928;
- 2° Le texte de la loi du 9 décembre 1884, portant modification aux lois sur l'organisation du Sénat et les élections des sénateurs complétée par la loi du 7 juillet 1929;
- 3° Le règlement d'administration publique du 16 juin 1929, fixant le mode de paiement de l'indemnité de déplacement allouée aux électeurs sénatoriaux, ainsi qu'un exemplaire du tableau des distances;
- 4° Le texte du décret de convocation ci-dessus visé;
- 5° Le texte des décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;
- 6° Le texte de la loi du 29 juillet 1913, ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales modifiée par la loi du 31 mars 1914;
- 7° Les instructions ministérielles sur la tenue de l'assemblée électorale;
- 8° Le tableau indiquant les résultats de l'élection des délégués et des suppléants dressé en exécution de l'article 6 de la loi du 2 août 1875;
- 9° La liste des électeurs sénatoriaux par ordre alphabétique, dressée en exécution de l'article 9 de la même loi.

(1) Ce paragraphe devra être supprimé si le collège ne comprend pas au moins 200 électeurs.

Le bureau a ensuite réparti les électeurs, par ordre alphabétique, en sections de vote, de la manière suivante (1) :

| | | | |
|--|----------------------|-------|------------|
| 1 ^{re} Section, de la lettre <i>A</i> | à la lettre <i>J</i> | — 120 | électeurs. |
| 2 ^e Section, — <i>K</i> | — <i>Z</i> | — 115 | — |
| 3 ^e Section, — | — | — | — |
| 4 ^e Section, — | — | — | — |
| 5 ^e Section, — | — | — | — |
| 6 ^e Section, — | — | — | — |
| 7 ^e Section, — | — | — | — |
| 8 ^e Section, — | — | — | — |
| 9 ^e Section, — | — | — | — |
| 10 ^e Section, — | — | — | — |

Des tables ont été installées dans la salle du vote pour chacune des sections.

Le bureau du collège a désigné comme présidents et scrutateurs (2) de ces sections les électeurs dont les noms suivent :

(2) Si plusieurs candidats ou plusieurs listes sont en présence, il leur est permis de désigner respectivement les scrutateurs, lesquels doivent être répartis également autant que possible par chaque table de dépouillement. Dans ce cas, les noms des électeurs proposés sont remis au président une heure avant la clôture du scrutin pour que la liste des scrutateurs par section puisse être établie avant le début du dépouillement.

(3) Indiquer le nom et prénoms des présidents et scrutateurs.

| | | |
|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| 1 ^{re} SECTION | Président | M. (3) <i>Bénard Octave</i> |
| | | M. <i>Cadet Osias</i> |
| Scrutateurs | M. <i>Blanchet Eustache</i> | |
| | M. <i>Butchle Adrien</i> | |
| | M. <i>Badré Adrien</i> | |
| | M. <i>Lucas Augustin</i> | |
| 2 ^e SECTION | Président | M. <i>Rivière Charles</i> |
| | | M. <i>Lavie Edouard</i> |
| Scrutateurs | M. <i>Rivière Lucien</i> | |
| | M. <i>Vinon Aimé</i> | |
| | M. | |
| 3 ^e SECTION | Président | M. |
| | | M. |
| | | M. |
| | | M. |
| | | M. |
| 4 ^e SECTION | Président | M. |
| | | M. |
| | | M. |
| | | M. |
| | | M. |
| 5 ^e SECTION | Président | M. |
| | | M. |
| | | M. |
| | | M. |
| | | M. |

| | | | | |
|-----------------------------------|---|-----------------------|---|----|
| 6 ^e SECTION | } | Président | | M. |
| | | Scrutateurs | } | M. |
| | | | | M. |
| | | | | M. |
| 7 ^e SECTION | } | Président | | M. |
| | | Scrutateurs | } | M. |
| | | | | M. |
| | | | | M. |
| 8 ^e SECTION | } | Président | | M. |
| | | Scrutateurs | } | M. |
| | | | | M. |
| | | | | M. |
| 9 ^e SECTION | } | Président | | M. |
| | | Scrutateurs | } | M. |
| | | | | M. |
| | | | | M. |
| 10 ^e SECTION | } | Président | | M. |
| | | Scrutateurs | } | M. |
| | | | | M. |
| | | | | M. |

Le président du collège, après avoir rappelé que le nombre des sénateurs à élire est de un, a déclaré le scrutin ouvert.

Les électeurs se sont rendus, suivant l'ordre alphabétique de leurs noms, aux sections de vote qui leur étaient respectivement assignées.

Le président de chacune des sections avait préalablement ouvert la boîte de scrutin, munie de deux serrures dissemblables, et, après avoir constaté, en présence des électeurs, qu'elle ne renfermait aucun bulletin ni enveloppe, il avait remis une des clefs au plus âgé des scrutateurs et gardé l'autre.

Chacun des électeurs, après avoir fait constater son identité, a pris lui-même une enveloppe. Sans quitter la salle du scrutin, il s'est rendu isolément dans la partie de la salle aménagée pour le soustraire aux regards et a mis son bulletin sous l'enveloppe; il a fait ensuite reconnaître au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe; le président l'a reconnu sans toucher l'enveloppe que l'électeur a introduite lui-même dans l'urne.

Un des scrutateurs a constaté le vote de l'électeur sur la lettre de convocation que celui-ci lui a remise, soit au moyen d'une signature, soit au moyen de la déchirure d'un des coins de la lettre⁽¹⁾.

Deux autres scrutateurs ont tenu les listes d'émargements qui avaient été mises, en double, à la disposition des bureaux de sections.

Les bureaux de sections n'ont admis à prendre part au scrutin que les électeurs portés sur la liste; lorsqu'un suppléant qui n'était pas personnellement inscrit s'est présenté,

(1) La constatation des votes pour les délégués ou les suppléants, les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement, doit toujours avoir lieu par une signature apposée au recto de la lettre de convocation.

ils en ont référé au bureau du collège, qui a décidé s'il devait être admis aux lieu et place du délégué. Le nom du suppléant a, dans ce cas, été ajouté sur la liste en regard du nom du délégué, avec mention de la décision du bureau.

Trois membres au moins ont toujours été présents à chaque table de vote et au bureau du collège.

Le scrutin a été clos à douze heures, heure légale.

Les membres des bureaux de sections, après avoir arrêté les listes d'émargements et y avoir constaté, en toutes lettres, le nombre des votants, les ont remises, avec les boîtes de scrutin, au bureau du collège électoral.

Ce bureau a ouvert les boîtes une à une et a compté : 1° les enveloppes et 2° les bulletins trouvés sans enveloppe, en comparant le nombre des enveloppes avec celui des émargements.

Cette vérification a donné les résultats suivants :

| | NOMBRE
des votants
d'après la liste
d'émargement. | NOMBRE
d'enveloppes
trouvées
dans l'urne. | NOMBRE
de bulletins
trouvés
sans enveloppe. | NOMBRE D'ENVELOPPES | |
|------------------------------|--|--|--|-----------------------------|------------------------------|
| | | | | en plus
des émargements. | en moins
des émargements. |
| 1 ^{re} Section..... | 118 | 118 | <i>rien</i> | <i>rien</i> | <i>rien</i> |
| 2 ^e Section..... | 113 | 113 | <i>rien</i> | <i>rien</i> | <i>rien</i> |
| 3 ^e Section..... | | | | | |
| 4 ^e Section..... | | | | | |
| 5 ^e Section..... | | | | | |
| 6 ^e Section..... | | | | | |
| 7 ^e Section..... | | | | | |
| 8 ^e Section..... | | | | | |
| 9 ^e Section..... | | | | | |
| 10 ^e Section..... | | | | | |
| TOTAUX..... | | | | | |

Les enveloppes contenues dans chaque boîte ont été ensuite remises aux bureaux de sections qui les avaient reçues; ils en ont opéré le dépouillement de la manière suivante :

A chaque table, un des scrutateurs a extrait le bulletin de chaque enveloppe et l'a passé déplié à un autre scrutateur; celui-ci l'a lu à haute voix. Deux autres scrutateurs ont inscrit simultanément les suffrages obtenus par les candidats sur des feuilles préparées à l'avance.

Les membres du bureau du collège et les présidents des sections ont surveillé l'opération sous les yeux des électeurs, les tables ayant été disposées de façon à ce que ceux-ci puissent circuler alentour.

Les enveloppes renfermant des bulletins blancs, les enveloppes sans bulletin, les enveloppes renfermant des bulletins ne contenant pas une désignation suffisante, les enveloppes dans lesquelles ou renfermant des bulletins dans lesquels les votants se sont fait connaître, les enveloppes non réglementaires, les enveloppes renfermant des bulletins écrits sur papier de couleur, les enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ou renfermant des bulletins revêtus de signes de cette nature, les enveloppes portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers ou renfermant des bulletins revêtus de mentions de cette nature, ainsi que les enveloppes renfermant plusieurs bulletins portant des listes ou des noms différents n'ont pas été comptés dans le résultat du dépouillement. Elles ont été réservées pour être soumises à la décision du bureau du collège.

Résultats du dépouillement fait par les bureaux des sections.

| | NOMBRE D'ENVELOPPES trouvées dans les urnes. | NOMBRE DE BULLETINS trouvés sans enveloppe. | NOMBRE DES ENVELOPPES complètes dans le dépouillement. | NOMBRE DES ENVELOPPES réservées avec leurs bulletins à la décision du bureau du collège. | NOMBRE DE SUFRAGES ATTRIBUÉS À | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|---|--|--|--------------------------------|-------------------|------------------|----|----|----|----|----|----|--|
| | | | | | M. Léon Benard | M. Léopold Marbin | M. A. Archambaud | M. | M. | M. | M. | M. | M. | |
| 1 ^{re} Section | 118 | rien | 118 | vingt | 112 | 1 | | | | | | | | |
| 2 ^e Section | 113 | rien | 113 | deux | 110 | | 1 | | | | | | | |
| 3 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAUX | 231 | " | 231 | sept | 222 | 1 | 1 | | | | | | | |

Les listes de pointage arrêtées et signées par le président et les scrutateurs des sections de vote ont été apportées avec tous les bulletins et enveloppes au bureau du collège.

Le bureau a ensuite statué sur les bulletins et enveloppes réservés et arrêté ainsi qu'il suit le résultat du scrutin :

| | |
|---|-----|
| Nombre d'électeurs inscrits. <i>Deux cent trente cinq</i> | 235 |
| Nombre de votants constaté par les feuilles d'émargement | 231 |
| Nombre d'enveloppes trouvées dans les urnes | 231 |

Calcul de la majorité absolue.

Nombre de votants ⁽¹⁾ 231

A DEDUIRE : Enveloppes renfermant des bulletins blancs; enveloppes sans bulletin; enveloppes renfermant des bulletins ne contenant pas une désignation suffisante; enveloppes dans lesquelles ou renfermant des bulletins dans lesquels les votants se sont fait connaître; enveloppes non réglementaires; enveloppes renfermant des bulletins écrits sur papier de couleur; enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ou renfermant des bulletins revêtus de signes de cette nature; enveloppes portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers ou renfermant des bulletins revêtus de mentions de cette nature; enveloppes renfermant plusieurs bulletins portant des listes ou des noms différents; enveloppes renfermant des bulletins annulés pour d'autres motifs ⁽²⁾ 7

RESTENT pour le chiffre des suffrages exprimés 224

MAJORITÉ ABSOLUE ⁽³⁾ 113

(1) Si le nombre des enveloppes trouvées dans les urnes ne correspond pas exactement à celui des émargements, il faut prendre comme chiffre des votants le plus petit nombre.

(2) Ces bulletins et enveloppes doivent être contresignés et annexés avec indication de la cause de leur annexion, de même que les bulletins trouvés sans enveloppe.

En vue du jugement des élections, les bulletins et enveloppes dont l'annexion est prescrite devront être annexés, les premiers avec leurs enveloppes, les seconds avec leurs bulletins.

(3) Lorsque le chiffre des suffrages est impair, la majorité est la moitié plus un du nombre pair immédiatement inférieur.

(1) Classer les candidats dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus.

Ont obtenu (1) :

| NOMS ET PRÉNOMS DES CANDIDATS. | NOMBRE DE SUFFRAGES. | |
|--------------------------------|---|--------------|
| | EN LETTRES. | EN CHIFFRES. |
| M. <i>Léonus Binard</i> | <i>Deux cent vingt deux</i> | <i>222</i> |
| M. <i>Liopold Martin</i> | <i>un</i> | <i>1</i> |
| M. <i>A. Brehamhaut</i> | <i>un</i> | <i>1</i> |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| Bulletins nuls (2)..... | <i>Sept - dont quatre bulletins
blancs, deux enveloppes sans
bulletin et trois sont de venue
à bulletin</i> | <i>7</i> |

2) En indiquer la nature et les annexer contresignés.

(3) Formule à modifier si aucun des candidats n'obtient au premier tour le nombre de voix nécessaire pour être élu.
Si, au contraire, l'élection est terminée au premier tour, ce qui suit, jusqu'à la clôture du procès-verbal, devra être supprimé.

M. ⁽³⁾ *Léonus Binard* ayant obtenu un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits et à la majorité absolue a été proclamé sénateur.

Le président du collège a fait alors brûler les bulletins non contestés et leurs enveloppes après avoir publiquement constaté que l'attribution de ces bulletins ne donnait lieu à aucune réclamation.

Observations, réclamations et décisions diverses du bureau. *rien*

L^e Denis le Vingt sept Octobre mil neuf cent vingt neuf

Le Président

Les membres du Bureau

[Signature]

Le Secrétaire
Magin

Hauger
[Signature]
[Signature]

[Signature]

Le président a ensuite annoncé que la séance serait reprise à quatorze heures, et qu'il serait procédé à un second tour de scrutin pour l'élection de sénateurs restant à nommer.

Lecture de cette partie du procès-verbal a été donnée à l'Assemblée, qui s'est séparée à heures.

Le Président,

Les Membres du bureau,

Le Secrétaire,

2^e TOUR DE SCRUTIN.

Le même jour, à quatorze heures, heure légale, l'assemblée des électeurs s'est réunie pour la suite des opérations.

Le bureau du collège et ceux des sections de vote sont restés constitués comme il a été dit ci-dessus⁽¹⁾.

(1) Si un ou plusieurs des membres du bureau ou des sections avaient été remplacés, il en serait fait mention ici.

Le scrutin est resté ouvert jusqu'à dix-sept heures, heure légale.

La réception des votes et le dépouillement ont été effectués de la même manière et ont donné les résultats suivants :

Recensement des enveloppes et bulletins trouvés dans les urnes.

| | NOMBRE des votants d'après la liste d'émargement. | NOMBRE d'enveloppes trouvées dans l'urne. | NOMBRE de bulletins trouvés sans enveloppe. | NOMBRE D'ENVELOPPES | |
|------------------------------|---|---|---|--------------------------|---------------------------|
| | | | | en plus des émargements. | en moins des émargements. |
| 1 ^{re} Section..... | | | | | |
| 2 ^e Section..... | | | | | |
| 3 ^e Section..... | | | | | |
| 4 ^e Section..... | | | | | |
| 5 ^e Section..... | | | | | |
| 6 ^e Section..... | | | | | |
| 7 ^e Section..... | | | | | |
| 8 ^e Section..... | | | | | |
| 9 ^e Section..... | | | | | |
| 10 ^e Section..... | | | | | |
| TOTAUX..... | | | | | |

Résultats du dépouillement fait par les bureaux des sections.

| | NOMBRE D'ENVELOPPES
trouvées dans les urnes. | NOMBRE DE BULLETINS
trouvés sans enveloppe. | NOMBRE DES ENVELOPPES
comptées dans le dépouillement. | NOMBRE DES ENVELOPPES
réservées avec leurs bulletins
à la décision du bur au du collège. | NOMBRE DE SUFFRAGES ATTRIBUÉS À | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|---|--|--|--|---------------------------------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | M. | M. | M. | M. | M. | M. | M. | M. | M. | M. | | | | | | |
| 1 ^{re} Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAUX | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

*Recensement général fait par le bureau du collège après le jugement des bulletins
et enveloppes réservés.*

Nombre d'électeurs inscrits

Nombre de votants constaté par les feuilles d'émargement

Nombre d'enveloppes trouvées dans les urnes

Calcul de la majorité absolue.

Nombre de votants ⁽¹⁾

A DÉDUIRE : enveloppes renfermant des bulletins blancs; enveloppes sans bulletin; enveloppes renfermant des bulletins ne contenant pas une désignation suffisante; enveloppes dans lesquelles ou renfermant des bulletins dans lesquels les votants se sont fait connaître; enveloppes non réglementaires; enveloppes renfermant des bulletins écrits sur papier de couleur; enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ou renfermant des bulletins revêtus de signes de cette nature; enveloppes portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers ou renfermant des bulletins revêtus de mentions de cette nature; enveloppes renfermant plusieurs bulletins portant des listes ou des noms différents, enveloppes renfermant des bulletins annulés pour d'autres motifs ⁽²⁾

RESTENT pour le chiffre des suffrages exprimés

MAJORITÉ ABSOLUE ⁽³⁾

(1) Si le nombre des enveloppes trouvées dans les urnes ne correspond pas exactement à celui des émargements, il faut prendre comme chiffre des votants le plus petit nombre.

(2) Ces bulletins et enveloppes doivent être contresignés et annexés avec indication de la cause de leur annexion, de même que les bulletins trouvés sans enveloppe.

En vue du jugement des élections, les bulletins et enveloppes dont l'annexion est prescrite devront être annexés, les premiers avec leurs bulletins, les secondes avec leurs enveloppes.

(3) Lorsque le chiffre des suffrages est impair, la majorité est la moitié plus un du nombre pair immédiatement inférieur.

(1) Classer les candidats dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus.

Ont obtenu (1)

| NOMS ET PRÉNOMS DES CANDIDATS. | NOMBRE DE SUFFRAGES. | |
|--------------------------------|----------------------|--------------|
| | EN LETTRES. | EN CHIFFRES. |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| Bulletins nuls (2)..... | | |

(2) En indiquer la nature et les annexer contresignés.

(3) Formule à modifier si aucun des candidats n'obtient au second tour le nombre de voix nécessaire pour être élu.

Si, au contraire, l'élection est terminée au second tour, ce qui suit, jusqu'à la clôture du procès-verbal, devra être supprimé.

M. (3) ayant obtenu un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits et à la majorité absolue été proclamé sénateur .

Le président du collège a fait alors brûler les bulletins non contestés et leurs enveloppes, après avoir publiquement constaté que l'attribution de ces bulletins ne donnait lieu à aucune réclamation.

Observations, réclamations et décisions diverses du bureau.

Le président a ensuite annoncé que la séance serait reprise à dix-neuf heures, et qu'il serait procédé à un troisième tour de scrutin pour l'élection d sénateur restant à nommer.

Lecture de cette partie du procès-verbal a été donnée à l'Assemblée, qui s'est séparée à heures.

Le Président,

Les Membres du bureau,

Le Secrétaire,

3^E TOUR DE SCRUTIN.

Le même jour, à dix-neuf heures, heure légale, l'assemblée des électeurs s'est réunie pour terminer les opérations.

Le bureau du collège et ceux des sections de vote sont restés constitués comme il a été dit ci-dessus⁽¹⁾.

(1) Si un ou plusieurs des membres du bureau ou des sections avaient été remplacés, il en serait fait mention ici.

Le scrutin est resté ouvert jusqu'à vingt-deux heures, heure légale.

La réception des votes et le dépouillement ont été effectués de la même manière et ont donné les résultats suivants :

Recensement des enveloppes et bulletins trouvés dans les urnes.

| | NOMBRE
des votants
d'après la liste
d'émargement. | NOMBRE
d'enveloppes
trouvées
dans l'urne. | NOMBRE
de bulletins
trouvés
sans enveloppe. | NOMBRE D'ENVELOPPES | |
|-------------------------------|--|--|--|-----------------------------|------------------------------|
| | | | | en plus
des émargements. | en moins
des émargements. |
| 1 ^{re} Section | | | | | |
| 2 ^e Section | | | | | |
| 3 ^e Section | | | | | |
| 4 ^e Section | | | | | |
| 5 ^e Section | | | | | |
| 6 ^e Section | | | | | |
| 7 ^e Section | | | | | |
| 8 ^e Section | | | | | |
| 9 ^e Section | | | | | |
| 10 ^e Section | | | | | |
| TOTAUX | | | | | |

Résultats du dépouillement fait par les bureaux des sections.

| | NOMBRE D'ENVELOPPES
trouvées dans les urnes. | NOMBRE DE BULLETS
trouvés sans enveloppe. | NOMBRE DES ENVELOPPES
comptées dans le dépouillement. | NOMBRE DES ENVELOPPES
réservées avec leurs bulletins
à la décision du bureau du collège. | NOMBRE DE SUFFRAGES ATTRIBUÉS À | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|---|--|--|--|---------------------------------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | M. | M. | M. | M. | M. | M. | M. | M. | M. | M. | | | | | | |
| 1 ^{re} Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 ^e Section | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAUX | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

*Recensement général par le bureau du collège après le jugement des bulletins
et enveloppes réservés.*

Nombre d'électeurs inscrits
 Nombre de votants constaté par les feuilles d'émargements
 Nombre d'enveloppes trouvées dans les urnes

Ont obtenu ⁽¹⁾ :

(1) Classer les candidats dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus.

| NOMS ET PRÉNOMS DES CANDIDATS. | NOMBRE DE SUFFRAGES. | |
|--------------------------------|----------------------|--------------|
| | EN LETTRES. | EN CHIFFRES. |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| M. | | |
| Bulletins nuls (2) | | |

(2) En indiquer la nature et les annexer contresignés.

(3) En cas d'égalité de suffrages au troisième tour, la préférence est déterminée par l'âge. — La formule devrait, en ce cas, être modifiée.

M ⁽³⁾
 ayant obtenu la pluralité des voix été proclamé sénateur .

Le président du collège électoral a fait alors brûler les bulletins non contestés et leurs enveloppes, après avoir publiquement constaté que l'attribution de ces bulletins ne donnait lieu à aucune réclamation.

Réclamations, observations et décisions diverses du bureau.

Lecture a été donnée de la dernière partie du procès-verbal.

CLÔTURE DU PROCÈS-VERBAL.

L'opération terminée, le présent procès-verbal a été clos à *douze* heures, heure légale, après avoir été rédigé en double exemplaire.

Le bureau y a annexé :

Sous le n° 1, le tableau des résultats de l'élection des délégués, dressé en exécution de l'article 6 de la loi du 2 août 1875;

Sous le n° 2, la liste électorale dressée en exécution de l'article 9 de la même loi;

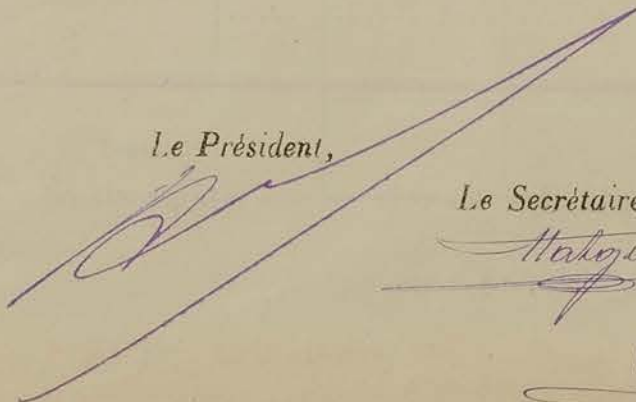
Sous les n°s 3 à 4 *inclus* les listes d'émargements en simple exemplaire, les doubles restant déposés, avec le duplicata du procès-verbal, au secrétariat de la préfecture;

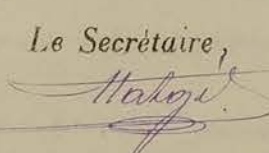
Sous les n°s 5 à 6 *inclus* les feuilles de pointage;

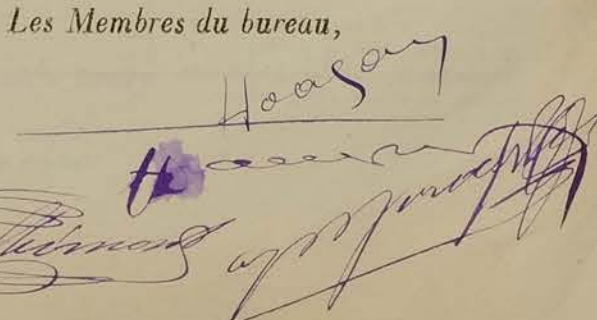
Sous les n°s 7 à 13 *inclus* les enveloppes et bulletins nuls ou douteux dont le détail suit :

| | |
|---|----|
| Bulletins trouvés sans enveloppe. | 24 |
| Enveloppes renfermant des bulletins blancs. | 4 |
| Enveloppes sans bulletin. | 2 |
| Enveloppes renfermant des bulletins ne contenant pas une désignation suffisante. | " |
| Enveloppes dans lesquelles ou renfermant des bulletins dans lesquels les votants se sont fait connaître. | |
| Enveloppes non réglementaires. | |
| Enveloppes renfermant des bulletins écrits sur papier de couleur. | |
| Enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance ou renfermant des bulletins revêtus de signes de cette nature. | |
| Enveloppes portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers ou renfermant des bulletins revêtus de mentions de cette nature. | |
| Enveloppes renfermant plusieurs bulletins portant des listes ou des noms différents. | |
| Enveloppes annulées ou renfermant des bulletins annulés pour d'autres motifs. | 1 |

Enfin, sous les n°s " à " , les réclamations ou pièces diverses dont le bureau a décidé l'annexion et dont le détail suit :

Le Président, 

Le Secrétaire, 

Les Membres du bureau, 

ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

TABLEAU

INDIQUANT LES RÉSULTATS DE L'ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS ET DES SUPPLÉANTS,

DRESSÉ EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 2 AOÛT 1875.

| NOMS DES COMMUNES.
(CLASSER LES COMMUNES
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
frages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont refusé
ou accepté. | OBSERVATIONS. |
|---|------------------------------|---|---|--|---------------|
| 1^{er} ARRONDISSEMENT | | | | | |
| - CANTON DE ST-DENIS - | | | | | |
| <u>Commune de</u>
<u>Saint-Denis :</u> | Fontaine Vincent | a accep
té | Vauthier Fernand | a accep
té | |
| | Séraphine Julien | " | Guinot Guillaume | " | |
| | Hoarau Raoul | " | Lauret Jurien | " | |
| | Castelnaud Maurice | " | | | |
| | Fourcade Raymond | " | | | |
| | Sauger Gabriel | " | | | |
| | Valéry Charles | " | | | |
| | Poisson Paul | " | | | |
| | Morange Pierre | " | | | |
| | Robert Roger | " | | | |
| | Verdin Florént | " | | | |
| | Giraud Emmanuel | " | | | |
| - CANTON DE STE-SUZANNE - | | | | | |
| <u>Commune de</u>
<u>Sainte-Suzanne :</u> | Paniandy Félix | a accep
té | Desruisseaux J ^{ph} | a accep
té | |
| | Désiré Achille | " | Elphège Emmanuel | " | |
| | Raymond (Victor) | " | | | |
| | Dugain Léon | " | | | |
| | Payet René | " | | | |
| | de Palmas Christol | " | | | |
| | Darmalingom Charles | " | | | |
| | Léoville Edgard | " | | | |
| | Evangéliste F ^{ois} | " | | | |
| | | | | | Commune..... |

| NOMS DES COMMUNES.
(CLASSER LES COMMUNES
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
frages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|--|---|---|--|---------------|
| <u>Commune de</u>
<u>Sainte-Marie :</u> | Montlivet Edouard
Assing Laha Alfred
de Nas de Tourris
Raoul
de Heaulme Arthur
Bédier Yves
Barau Armand
Troussail Charles
Rivière Ferdinand
Lagourgue Léon | a accep
té
"
"
"
"
"
"
" | Pépin François
Sautron Alfred | a accep
té
" | |
| - CANTON DE ST-ANDRÉ - | | | | | |
| <u>Commune de</u>
<u>Saint-André :</u> | Damour Georges
Delmas Louis
Bédier Maurice
Fin Ducroisy
Eugène
Lacoarret Jean
Maillot Florian
Zelmar Raoul
Loupy Raoul
Payet Edgard
Thonon Auguste
Jauzelon Raymond
Mourouvin Joseph | a accep
té
"
"
"
"
"
"
"
"
"
"
" | Adimoulom Kichenin
Morvan Charles
Permal Jean-B ^{te} | a accep
té
"
" | |
| <u>Commune de</u>
<u>Salazie :</u> | Fontaine Xavier
Green Eugène
Gigant Emilien
Sishayes Joseph
Beuf Eugène
Maillot Emilien
Maillot Eymart
Arsac Emmanuel
Gabou Fabien | "
"
"
"
"
"
"
"
" | Bruguier Eugène
Clain Alfred | "
" | |

| NOMS DES COMMUNES.
(Classer les communes
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
frages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|--------------------|--|---|--|---------------|
| - CANTON DE ST-BENOIT - | | | | | |
| <u>Commune de</u>
<u>Saint-Benoît :</u> | Elie Gabriel | a accep
té | Robert Ignace | a accep
té | |
| | Auber Ferdinand | " | Robert Advise | " | |
| | Boissy Joseph | " | Esparon Alexandre | " | |
| | Moreau Armand | " | | | |
| | Abadie Léonce | " | | | |
| | Crochet Lucien | " | | | |
| | Marianne Emmanuel | " | | | |
| | Teyssède Auguste | " | | | |
| | Clarisse Alex | " | | | |
| | Junquet Alphonse | " | | | |
| <u>Commune du</u>
<u>Bras-Panon :</u> | Hoair Victor | " | | | |
| | de Balmann Roger | " | | | |
| | Oliville Fridolin | a accep
té | Bouquet René | " | |
| | Bouquet Alix | " | Hubert Victor | " | |
| | Jallat Bénédic | " | | | |
| | Hoarau Max | " | | | |
| <u>Commune de la</u>
<u>Plaine-des-P^{tes} :</u> | Payet Maurice | " | | | |
| | Gence Noël | " | | | |
| | Payet Aimé | " | Crochet Camille | " | |
| | Jasmin Pierre | " | | | |
| | | | | | |
| | | | | | Commune..... |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

| NOMS DES COMMUNES.
(Classer les communes
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
frages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|-----------------------------|--|---|--|---------------|
| <u>Commune de</u>
<u>Sainte-Rose :</u> | Robert Etienne | a accep
té | Genca Marc Adrien | a accep
té | |
| | Técher Edgard | " | Dalleau Henri | " | |
| | Boyer J ^{ph} Louis | " | | | |
| | Robert Just | " | | | |
| | Inard Lucien | " | | | |
| | Payet Antoine | " | | | |
| <u>II^e ARRONDISSEMENT</u> | | | | | |
| - CANTON DE ST PAUL - | | | | | |
| <u>Commune de</u>
<u>Saint-Paul :</u> | Buchle Adrien
fils | a accep
té | St-Lambert Marius | a accep
té | |
| | Grosset Joseph | " | Incana Louis | " | |
| | Toquet Joseph | " | Picard Marcelin | " | |
| | Célestin Emmanuel | " | | | |
| | Charlier Maximi-
lien | " | | | |
| | Défaud Justin | " | | | |
| | Baillif Joseph | " | | | |
| | Lépinay Louis | " | | | |
| | Troussail André | " | | | |
| | Gruchet Aimé | " | | | |
| | Prémont Achille | " | | | |
| | Hoarau Léon | " | | | |
| | | | | Commune..... | |

| NOMS DES COMMUNES.
(Classer les communes
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
frages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|---------------------------|--|---|--|---------------|
| <u>Commune du Port :</u> | de Fayard Emile | a accep
té | de Langlard Ra-
phaël | a accep
té | |
| | Macé Charles | " | Cauderon Bertrand | " | |
| | Hinglo Jean | " | | | |
| | Michel Désiré | " | | | |
| | Nativel Lucien | " | | | |
| | Gastrein Henri | " | | | |
| | Malet Henri | " | | | |
| | Lacouture Camille | " | | | |
| | Ropaul Lucien | " | | | |
| <u>Commune de la
Possession :</u> | Babet Gabriel | " | Grosset Beausir | " | |
| | Vavasseur Henri | " | Cuvélier Benoît | " | |
| | Técher Fernand | " | | | |
| | Samouchetty Joseph | " | | | |
| | Dalleau Gabriel | " | | | |
| | Rivière Emile | " | | | |
| | Marcelina Joseph | " | | | |
| | Vitry Joseph Emi-
lien | " | | | |
| | Hoarau Rosé | " | | | |
| - CANTON DE ST-LEU - | | | | | |
| <u>Commune de St-Leu:</u> | Gruchet Augustin | a accep
té | Payet Florus | a accep
té | |
| | Lallemand Alexan-
dre | " | Lebon Nicolas | " | |
| | de Guigné Emile | " | Abadie Auguste | " | |
| | Legros Ludovic | " | | | |
| | de Guigné Léon | " | | | |
| | Lebon Norbert | " | | | |

| NOMS DES COMMUNES.
(Classer les communes
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
frages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|--------------------|--|---|--|---------------|
| <u>Commune de St-Leu</u> | Rivière Camille | a accep
té | | | |
| (suite) - | Boulangier Joseph | " | | | |
| | Orré Lucien | " | | | |
| | Houareau Marcel | " | | | |
| | Roger Pierre | " | | | |
| | Rivière Augustin | " | | | |
| <u>Commune des</u> | Payet Hervé | " | Dejean Clovis | a accep
té | |
| <u>Trois-Bassins :</u> | Lorée René | " | Lebon Germain | " | |
| | Guillois Frédéric | " | | | |
| | Stanislas Paul | " | | | |
| | Boulangier Clovis | " | | | |
| | Bègue René | " | | | |
| - CANTON DE ST-LOUIS - | | | | | |
| <u>Commune de</u> | Dupuis Rioul | a accep
té | Treuthard Samuel | a accep
té | |
| <u>Saint-Louis :</u> | Caro Edouard | " | Lebreton Léonien | " | |
| | Nativel Paul | " | Técher Hubert | " | |
| | Manès Gustave | " | | | |
| | Hoarau Maximin | " | | | |
| | Reculin Raoul | " | | | |
| | Nativel Eugène | " | | | |
| | Técher Léon | " | | | |
| | Pigas Jean | " | | | |
| | Payet Charles | " | | | |
| | Maillet Louis | " | | | |
| | Lallemand Léonel | " | | | |

| NOMS DES COMMUNES.
(Classer les communes
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
frages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|-----------------------|--|---|--|---------------|
| <u>Commune des</u>
<u>Avirens :</u> | Cadet Pierre | a accep
té | Rivière Benjamin | a accep
té | |
| | Mondon Roger | " | Payet Dominique
dit Léonel | " | |
| | Rivière Gabriel | " | | | |
| | Enault Maurice | " | | | |
| | Hébert Clémencin | " | | | |
| | Rivière Edouard | " | | | |
| <u>Commune de</u>
<u>l'Etang-Salé :</u> | Dambreville Just | " | Gence Augustin | " | |
| | Payet Emile | " | Rivière Hervé | " | |
| | Fontaine Louis | " | | | |
| | Hoareau Eugène | " | | | |
| | Nativel Cyrille | " | | | |
| | Calpétard Just | " | | | |
| | Bénard Marie
Louis | " | | | |
| | Dambreville Ernest | " | | | |
| | Cadet Léopold | " | | | |
| - CANTON DE ST-PIERRE - | | | | | |
| <u>Commune de</u>
<u>Saint-Pierre :</u> | Bénard Achille | a accep
té | Hoareau Valentin | a accep
té | |
| | Cadet Osias | " | Brun Michel | " | |
| | Gonthier Jules | " | Cadet Jean | " | |
| | Lavergne Charles | " | | | |
| | Isautier Louis | " | | | |
| | Archambault Pierre | " | | | |
| | Leperre Joseph | " | | | |
| | Vasseur Amédée | " | | | |
| | Ninon Aimé | " | | | |
| | Galliot Jean | " | | | |
| | Payet Maxime | " | | | |
| | Badré Adrien | " | | | |

| NOMS DES COMMUNES.
(Classer les communes
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
frages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|---|--|---|--|---------------|
| <u>Commune de</u>
<u>1. Entre-Deux :</u> | Hoarau Julius
Payet Antonin
Rivière Emile
Payet Clet
Clain Elien
Hoarau Clet | a accep
té
"
"
"
"
" | Bonneau Joseph
Lebon Ignace | a accep
té
"
"
"
" | |
| <u>Commune du Tampon</u> | Bénard Volcy
Lebihan Athanase
Birel Emmanuel
Hoarau Eugène
du Buisson André
Hoarau Anaclet
Hoarau Alfred
Payet Gentil
Hibon Auguste
Payet Emile
Lauret Stéphane
Lallemand Jean-B ^{te} | "
"
"
"
"
"
"
"
"
"
"
" | Murat Auguste
Lebon Noël
Mahé Raphaël | "
"
"
"
"
"
"
"
"
"
" | |
| - CANTON DE ST-JOSEPH - | | | | | |
| <u>Commune de</u>
<u>Saint-Joseph :</u> | Ethève Joseph
Montendre
Lefèvre Jean-B ^{te}
Técher Athanase
Hoareau Joseph
Rivière Lucien
Fontaine Germain | a accep
té
"
"
"
"
" | K/bidy André
Hoareau François
Antoine
Payet Léo Clé-
ment | a accep
té
"
"
"
" | |

| NOMS DES COMMUNES.
(CLASSER LES COMMUNES
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
rages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|-------------------------------|---|--|--|---------------|
| | Grondin Honoré | a accep | | | |
| | Guilleux Jean-B ^{te} | " | | | |
| | Hoareau René | " | | | |
| | Hoareau Joseph
Denis | " | | | |
| | Noël Alphonse | " | | | |
| | Robert Henri | " | | | |
| <u>Commune de</u> | Hoareau Edvin
fils | " | Faubourg Camille | a accep | |
| <u>Saint-Philippe :</u> | Joldin Claude | " | | té | |
| | Payet Rémy | " | | | |

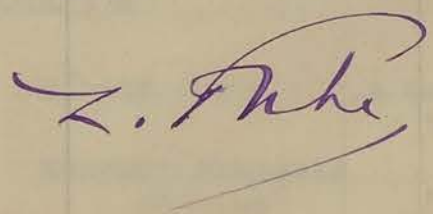
| NOMS DES COMMUNES.
(CLASSER LES COMMUNES
par arrondissement et par canton.) | NOMS DES DÉLÉGUÉS. | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si les délégués
ont accepté
ou refusé. | NOMS DES SUPPLÉANTS.
(Lorsqu'il y a plusieurs suppléants,
les classer dans l'ordre des suf-
rages obtenus.) | INDIQUER
dans
CETTE COLONNE
si
les suppléants
ont accepté
ou refusé. | OBSERVATIONS. |
|---|--------------------|---|--|--|---------------|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Gouverneur,

Gouvernement

Le présent tableau dressé par nous, ~~Préfet~~ sera déposé au secrétariat général du ~~Préfet~~ pour être communiqué à tout requérant.

A Saint-Denis, le 30 septembre 1929.



ELECTIONS SÉNATORIALES.

LISTE DES ÉLECTEURS SÉNATORIAUX

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE,

DRESSÉE EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI DU 2 AOÛT 1875.

| NUMÉROS
d'ordre. | NOMS ET PRÉNOMS
DES ÉLECTEURS. | QUALITÉ :
(DÉPUTÉ, CONSEILLER GÉNÉRAL
ou d'arrondissement,
délégué ou suppléant de la commune
de.....) | SUPLÉANTS DES DÉLÉGUÉS.

<small>Placer dans cette colonne, en regard du nom
des délégués, les noms des suppléants qui sont
appelés éventuellement à les remplacer. (Les noms
de tous les suppléants de chaque commune devront
être inscrits dans l'ordre de leur nomination, en
regard du nom de chacun des délégués de la
commune.)</small> | OBSERVATIONS. |
|---------------------|-----------------------------------|--|--|---------------|
| 1 | Abadie Léonce | Délég. de St-Benoît | | |
| 2 | Archambault Pierre | Dél. de St-Pierre | | |
| 3 | Archambeaud Augustin | Conseiller général | | |
| 4 | Arsac Emmanuel | Dél. de Salazie | | |
| 5 | Assing Laha Alfred | Dél. de Ste-Marie | | |
| 6 | Auber Ferdinand | Dél. de St-Benoît | | |
| 7 | Aubry Pierre | Conseiller général | | |
| 8 | Avril Edgard | Conseiller général | | |
| 9 | Babet Gabriel | Dél. Possession | | |
| 10 | Badré Arien | Dél. de St-Pierre | | |
| 11 | Baillif Joseph | Délég. de St-Paul | | |
| 12 | de Balmann Roger | Dél. de St-Benoît | | |
| 13 | Barau Armand | Dél. de Ste-Marie | | |
| 14 | Baret Paul | Conseiller général | | |
| 15 | Bédier Maurice | Dél. de St-André | | |
| 16 | Bédier Yves | Dél. de Ste-Marie | | |
| 17 | Bègue René | Dél. des Trois-B ^{ins} | | |
| 18 | Bénard Achille | Dél. de St-Pierre | | |
| 19 | Bénard Léonus | Conseiller général | | |
| 20 | Bénard Marie Louis | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 21 | Bénard Octave | Conseiller général | | |
| 22 | Bénard Volcy | Dél. du Tampon | | |
| 23 | Beuf Eugène | Dél. de Salazie | | |
| 24 | Beurard Aristide | Conseiller général | | |
| 25 | Blanchet Eustache | Conseiller général | | |
| 26 | Boissy Joseph | Dél. de St-Benoît | | |

| NUMÉROS
d'ordre. | NOMS ET PRÉNOMS
DES ÉLECTEURS. | QUALITÉ :
(DÉPUTÉ, CONSEILLER GÉNÉRAL
ou d'arrondissement,
délégué ou suppléant de la commune
de.....) | SUPPLÉANTS DES DÉLÉGUÉS. | OBSERVATIONS. |
|---------------------|-----------------------------------|--|--------------------------|---------------|
| 27 | Bouquet Alix | Dél. du Bras-Panon | | |
| 28 | Boulangier Clovius | Dél. des Trois-B ^{ins} | | |
| 29 | Boulangier Joseph | Dél. de St-Leu | | |
| 30 | Boyer Joseph Louis | Dél. de Ste-Rose | | |
| 31 | Brunet Auguste | Député | | |
| 32 | Buchle Adrien fils | Dél. de St-Paul | | |
| 33 | du Buisson André | Dél. du Tampon | | |
| 34 | Burel Emmanuel | Dél. du Tampon | | |
| 35 | Cadet Léopold | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 36 | Cadet Osias | Dél. de St-Pierre | | |
| 37 | Cadet Pierre | Dél. des Avirons | | |
| 38 | Calpétard Just | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 39 | Caro Edouard | Dél. de St-Louis | | |
| 40 | Castelnau Maurice | Dél. de St-Denis | | |
| 41 | Célestin Emmanuel | Dél. de St-Paul | | |
| 42 | Charlier Maximilien | Dél. de St-Paul | | |
| 43 | de Chateauvieux
Henri | Conseiller général | | |
| 44 | Chatel Jean | Conseiller général | | |
| 45 | Chauvet Antoine | Conseiller général | | |
| 46 | Clain Elie | Dél. de l'Entre-Deux | | |
| 47 | Clarisse Alex | Dél. de St-Benoît | | |
| 48 | Crochet Lucien | Dél. de St-Benoît | | |
| 49 | Dalleau Gabriel | Dél. Possession | | |
| 50 | Dambreville Ernest | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 51 | Dambreville Just | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 52 | Damour Georges | Dél. de St-André | | |
| 53 | Darmalingom Charles | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 54 | Défaud Justin | Dél. de St-Paul | | |
| 55 | Delmas Louis | Dél. de St-André | | |
| 56 | Désiré Achille | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 57 | Dugain Léon | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 58 | Dupuis Rieul | Délégué de St-Louis | | |
| 59 | Elie Gabriel | Dél. de St-Benoît | | |
| 60 | Enault Maurice | Dél. des Avirons | | |

| NUMÉROS
d'ordre. | NOMS ET PRÉNOMS
DES ÉLECTEURS. | QUALITÉ :
(DÉPUTÉ, CONSEILLER GÉNÉRAL
ou d'arrondissement,
délégué ou suppléant de la commune
de.....) | SUPPLÉANTS DES DÉLÉGUÉS.

Placer dans cette colonne, en regard du nom
des délégués, les noms des suppléants qui sont
appelés éventuellement à les remplacer. (Les noms
de tous les suppléants de chaque commune devront
être inscrits dans l'ordre de leur nomination, en
regard du nom de chacun des délégués de la
commune.) | OBSERVATIONS. |
|---------------------|-----------------------------------|--|--|---------------|
| 61 | Ethève Joseph Mon-
tandre | Dél. de St-Joseph | | |
| 62 | Evangéliste François | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 63 | de Fayard Emile | Dél. du Port | | |
| 64 | Fin Ducroisy Eugène | Dél. de St-André | | |
| 65 | Fontaine Germain | Dél. de St-Joseph | | |
| 66 | Fontaine Louis | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 67 | Fontaine Stéphane | Conseiller général | | |
| 68 | Fontaine Vincent | Dél. de St-Denis | | |
| 69 | Fontaine Xavier | Dél. de Salazie | | |
| 70 | Foucque Eugène | Conseiller général | | |
| 71 | Fourcade Raymond | Dél. de St-Denis | | |
| 72 | Gabou Fabien | Dél. de Salazie | | |
| 73 | Galliot Jean | Dél. de St-Pierre | | |
| 74 | Gasparin Lucien | Député | | |
| 75 | Gastreïn Henri | Dél. du Port | | |
| 76 | Gence Noël | Dél. du Bras-Panon | | |
| 77 | Gigant Emilien | Dél. de Salazie | | |
| 78 | Giraud Emmanuel | Dél. de St-Denis | | |
| 79 | de la Giroday Vin-
cent | Conseiller général | | |
| 80 | Gonthier Jules | Dél. de St-Pierre | | |
| 81 | Green Eugène | Dél. de Salazie | | |
| 82 | Grosset Joseph | Dél. de St-Paul | | |
| 83 | Grondin Honoré | Dél. de St-Joseph | | |
| 84 | Gruchet Aimé | Dél. de St-Paul | | |
| 85 | Gruchet Augustin | Dél. de St-Leu | | |
| 86 | de Guigné Emile | Dél. de St-Leu | | |
| 87 | de Guigné Léon | Dél. de St-Leu | | |
| 88 | Guillois Frédéric | Dél. des Trois-B ^{ins} | | |
| 89 | Guilloux Jean-B ^{te} | Dél. de St-Joseph | | |
| 90 | de Heaulme Arthur | Dél. de Ste-Marie | | |
| 91 | Hébert Clémencin | Dél. des Avirons | | |
| 92 | Hibon Auguste | Dél. du Tampon | | |
| 93 | Hinglo Jean | Dél. du Port | | |
| 94 | Hoair Victor | Dél. de St-Benoît | | |

| NUMÉROS
d'ordre. | NOMS ET PRÉNOMS
DES ÉLECTEURS. | QUALITÉ :
(DÉPUTÉ, CONSEILLER GÉNÉRAL
ou d'arrondissement,
délégué ou suppléant de la commune
de.....) | SUPPLÉANTS DES DÉLÉGUÉS.

Placer dans cette colonne, en regard du nom
des délégués, les noms des suppléants qui sont
appelés éventuellement à les remplacer. (Les noms
de tous les suppléants de chaque commune devront
être inscrits dans l'ordre de leur nomination, en
regard du nom de chacun des délégués de la
commune.) | OBSERVATIONS. |
|---------------------|-----------------------------------|--|--|---------------|
| 95 | Hoarau Alfred | Dél. du Tampon | | |
| 96 | Hoarau Anaclet | Dél. du Tampon | | |
| 97 | Hoarau Clet | Dél. de l'Entre-Deux | | |
| 98 | Hoarau Eugène | Dél. du Tampon | | |
| 99 | Hoarau Julius | Dél. de l'Entre-Deux | | |
| 100 | Hoarau Léon | Dél. de St-Paul | | |
| 101 | Hoarau Max | Dél. du Bras-Panon | | |
| 102 | Hoarau Maximin | Dél. de St-Louis | | |
| 103 | Hoarau Octave Vallon | Conseiller général | | |
| 104 | Hoarau Raoul | Dél. de St-Denis | | |
| 105 | Hoarau Rosé | Dél. Possession | | |
| 106 | Hoareau Augustin | Conseiller général | | |
| 107 | Hoareau Edvin fils | Dél. de St-Philippe | | |
| 108 | Hoareau Eugène | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 109 | Hoareau Joseph | Dél. de St-Joseph | | |
| 110 | Hoareau J ^h Denis | Dél. de St-Joseph | | |
| 111 | Hoareau René | Dél. de St-Joseph | | |
| 112 | Houareau Marcel | Dél. de St-Leu | | |
| 113 | Inard Lucien | Dél. de Ste-Rose | | |
| 114 | Isautier Alfred | Conseiller général | | |
| 115 | Isautier Louis | Dél. de St-Pierre | | |
| 116 | Jéllat Bénédicte | Dél. du Bras-Panon | | |
| 117 | Jasmin Pierre | Dél. Plaine des P ^{tes} | | |
| 118 | Jauzelon Raymond | Dél. de St-André | | |
| 119 | Joldin Claude | Dél. de St-Philippe | | |
| 120 | Junquet Alphonse | Dél. de St-Benoît | | |
| 121 | Lacoarret Jean | Dél. de St-André | | |
| 122 | Lacouturé Camille | Dél. du Port | | |
| 123 | Lagourgue Adrien | Conseiller général | | |
| 124 | Lagourgue Léon | Dél. de Ste-Marie | | |
| 125 | Lallemand Alexandre | Dél. de Saint-Leu | | |
| 126 | Lallemand André | Conseiller général | | |
| 127 | Lallemand Jean-B ^{te} | Dél. du Tampon | | |
| 128 | Lallemand Léonel | Dél. de St-Louis | | |

| NUMÉROS
d'ordre. | NOMS ET PRÉNOMS
DES ÉLECTEURS. | QUALITÉ :
(DÉPUTÉ, CONSEILLER GÉNÉRAL
ou d'arrondissement,
délégué ou suppléant de la commune
de.....) | SUPPLÉANTS DES DÉLÉGUÉS.

Placer dans cette colonne, en regard du nom
des délégués, les noms des suppléants qui sont
appelés éventuellement à les remplacer. (Les noms
de tous les suppléants de chaque commune devront
être inscrits dans l'ordre de leur nomination, en
regard du nom de chacun des délégués de la
commune.) | OBSERVATIONS. |
|---------------------|-----------------------------------|--|--|---------------|
| 129 | Latgé Louis | Conseiller général | | |
| 130 | Lauret Stéphane | Dél. du Tampon | | |
| 131 | Lavergne Charles | Dél. de St-Pierre | | |
| 132 | Lavie Edouard | Conseiller général | | |
| 133 | Lebihan Athanase | Dél. du Tampon | | |
| 134 | Lebon Norbert | Dél. de St-Leu | | |
| 135 | Lefèvre Jean-B ^{te} | Dél. de St-Joseph | | |
| 136 | Legros Ludovic | Dél. de St-Leu | | |
| 137 | Léoville Edgard | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 138 | Leperre Joseph | Dél. de St-Pierre | | |
| 139 | Lépinay Louis | Dél. de St-Paul | | |
| 140 | Lorée René | Dél. des Trois-Bins | | |
| 141 | Loupy Raoul | Dél. de St-André | | |
| 142 | Lucas Augustin | Conseiller général | | |
| 143 | Macé Charles | Dél. du Port | | |
| 144 | Maillot Emilien | Dél. de Salazie | | |
| 145 | Maillot Eymart | Dél. de Salazie | | |
| 146 | Maillot Florian | Dél. de St-André | | |
| 147 | Maillot Louis | Dél. de St-Louis | | |
| 148 | Malet Henri | Dél. du Port | | |
| 149 | Manès Gustave | Dél. de St-Louis | | |
| 150 | Marcelina Joseph | Dél. Possession | | |
| 151 | Marianne Emmanuel | Délég. de St-Benoît | | |
| 152 | Martin Gabriel | Conseiller général | | |
| 153 | Martin Léopold | Conseiller général | | |
| 154 | Michel Désiré | Dél. du Port | | |
| 155 | Michel René | Conseiller général | | |
| 156 | Mondon Roger | Dél. des Aviron | | |
| 157 | Montlivet Edouard | Dél. de Ste-Marie | | |
| 158 | Morange Henri | Conseiller général | | |
| 159 | Morange Pierre | Dél. de St-Denis | | |
| 160 | Moreau Armand | Dél. de St-Benoît | | |
| 161 | Mourouvin Joseph | Dél. de St-André | | |
| 162 | de Nas de Tourris
Raoul | Dél. de Ste-Marie | | |

| NUMÉROS | NOMS ET PRÉNOMS | QUALITÉ:
(DÉPUTÉ, CONSEILLER GÉNÉRAL
ou d'arrondissement,
délégué ou suppléant de la commune
de.....) | SUPPLÉANTS DES DÉLÉGUÉS. | OBSERVATIONS. |
|----------|---------------------|---|--|---------------|
| d'ordre. | DES ÉLECTEURS. | | Placer dans cette colonne, en regard du nom
des délégués, les noms des suppléants qui sont
appelés éventuellement à les remplacer. (Les noms
de tous les suppléants de chaque commune doivent
être inscrits dans l'ordre de leur nomination, en
regard du nom de chacun des délégués de la
commune.) | |
| 163 | Nativel Cyrille | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 164 | Nativel Eugène | Dél. de St-Louis | | |
| 165 | Nativel Lucien | Dél. du Port | | |
| 166 | Nativel Paul | Dél. de St-Louis | | |
| 167 | Nativel Raoul | Conseiller général | | |
| 168 | Ninon Aimé | Dél. de St-Pierre | | |
| 169 | Noël Alphonse | Dél. de St-Joseph | | |
| 170 | Oliville Fridolin | Dél. du Bras-Panon | | |
| 171 | Orré Lucien | Dél. de St-Leu | | |
| 172 | de Palmas Christol | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 173 | Paniandy Félix | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 174 | Payet Aimé | Dél. Plaine-des-P ^{tes} | | |
| 175 | Payet Antoine | Dél. de Ste-Rose | | |
| 176 | Payet Antonin | Dél. de l'Entre-Deux | | |
| 177 | Payet Charles | Dél. de St-Louis | | |
| 178 | Payet Clet | Dél. de l'Entre-Deux | | |
| 179 | Payet Edgard | Dél. de St-André | | |
| 180 | Payet Emile | Dél. de l'Etang-Salé | | |
| 181 | Payet Emile Gabriel | Dél. du Tampon | | |
| 182 | Payet Frédéric | Conseiller général | | |
| 183 | Payet Gentil | Dél. du Tampon | | |
| 184 | Payet Henry | Conseiller général | | |
| 185 | Payet Hervé | Dél. des Trois-B ^{ins} | | |
| 186 | Payet Maurice | Dél. du Bras-Panon | | |
| 187 | Payet Maxime | Dél. de St-Pierre | | |
| 188 | Payet Rémy | Dél. de St-Philippe | | |
| 189 | Payet René | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 190 | Payet Roger | Conseiller général | | |
| 191 | Pigas Jean | Dél. de St-Louis | | |
| 192 | Poisson Paul | Dél. de St-Denis | | |
| 193 | Prémont Achille | Dél. de St-Paul | | |
| 194 | Ratinaud Georges | Conseiller général | | |
| 195 | Raymond Victor | Dél. de Ste-Suzanne | | |
| 196 | Reculin Raoul | Dél. de St-Louis | | |

| NUMÉROS
d'ordre. | NOMS ET PRÉNOMS
DES ÉLECTEURS. | QUALITÉ :
(DÉPUTÉ, CONSEILLER GÉNÉRAL
ou d'arrondissement,
délégué ou suppléant de la commune
de....) | SUPPLÉANTS DES DÉLÉGUÉS.

Placer dans cette colonne, en regard du nom
des délégués, les noms des suppléants qui sont
appelés éventuellement à les remplacer. (Les noms
de tous les suppléants de chaque commune devront
être inscrits dans l'ordre de leur nomination, en
regard du nom de chacun des délégués de la
commune.) | OBSERVATIONS. |
|---------------------|------------------------------------|---|--|---------------|
| 197 | Rivière Augustin | Dél. de St-Leu | | |
| 198 | Rivière Camille | Dél. de St-Leu | | |
| 199 | Rivière Charles | Conseiller général | | |
| 200 | Rivière Edouard | Dél. des Avirons | | |
| 201 | Rivière Emile | Dél. Possession | | |
| 202 | Rivière Emile (fils
Paul Emile) | Dél. de l'Entre-Deux | | |
| 203 | Rivière Ferdinand | Dél. de Ste-Marie | | |
| 204 | Rivière Gabriel | Dél. des Avirons | | |
| 205 | Rivière Lucien | Dél. de St-Joseph | | |
| 206 | Robert Etienne | Dél. de Ste-Rose | | |
| 207 | Robert Henri | Dél. de St-Joseph | | |
| 208 | Robert Just | Dél. de Ste-Rose | | |
| 209 | Robert Roger | Dél. de St-Denis | | |
| 210 | Roger Pierre | Dél. de St-Leu | | |
| 211 | Ropaul Lucien | Dél. du Port | | |
| 212 | Roussel Charles | Conseiller général | | |
| 213 | Salatin de K/marcal
Eugène | Conseiller général | | |
| 214 | Samouchetty Joseph | Dél. Possession | | |
| 215 | Sanglier Fernand | Conseiller général | | |
| 216 | Sauger Gabriel | Dél. de St-Denis | | |
| 217 | Séraphin Julien | Dél. de St-Denis | | |
| 218 | Sishaya Joseph | Dél. de Salazie | | |
| 219 | Stanislas Paul | Dél. des Trois-B ^{ins} | | |
| 220 | Técher Athanase | Dél. de St-Joseph | | |
| 221 | Técher Edgard | Dél. de Ste-Rose | | |
| 222 | Técher Fernand | Dél. Possession | | |
| 223 | Técher Léon | Dél. de St-Louis | | |
| 224 | Teyssède Auguste | Dél. de St-Benoît | | |
| 225 | Thonon Auguste | Dél. de St-André | | |
| 226 | Toquet Joseph | Dél. de St-Paul | | |
| 227 | Troussail André | Dél. de St-Paul | | |
| 228 | Troussail Charles | Dél. de Ste-Marie | | |
| 229 | Valéry Charles | Dél. de St-Denis | | |

| NOMÉROS
d'ordre. | NOMS ET PRÉNOMS
DES ÉLECTEURS. | QUALITÉ :
(DÉPUTÉ, CONSEILLER GÉNÉRAL
ou d'arrondissement,
délégué ou suppléant de la commune
de.....) | SUPPLÉANTS DES DÉLÉGUÉS.

<small>Placer dans cette colonne, en regard du nom
des délégués, les noms des suppléants qui sont
appelés éventuellement à les remplacer. (Les noms
de tous les suppléants de chaque commune devront
être inscrits dans l'ordre de leur nomination, en
regard du nom de chacun des délégués de la
commune.)</small> | OBSERVATIONS. |
|---------------------|-----------------------------------|--|---|---------------|
| 230 | Vasseur Amédée | Dél. de St-Pierre | | |
| 231 | Vavasseur Henri | Dél. Possession | | |
| 232 | Verdin Florent | Dél. de St-Denis | | |
| 233 | Vidot Raphaël | Conseiller général | | |
| 234 | Vitry Joseph Emilien | Dél. Possession | | |
| 235 | Zelmar Raoul | Dél. de St-André | | |

La présente liste des électeurs sénatoriaux dressée par nous, ^{Gouverneur p.i.,} ~~Préfet~~, sera déposée au
 secrétariat général ^{Gouvernement} ~~de la préfecture~~, pour être communiquée à tout requérant.

A Saint-Denis, le 16 octobre 1929, .

L. P. R.

1103

MODÈLE N° 7.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

(Exécution de la loi du 2 août 1875.)

LISTE D'ÉMARGEMENT

DU 1^{er} BUREAU DE VOTE.






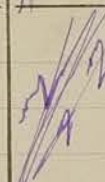





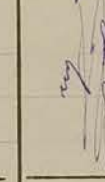
(N°s 1 à 120 DE LA LISTE GÉNÉRALE.)




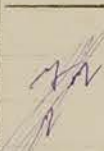

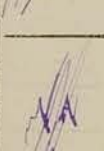
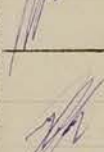
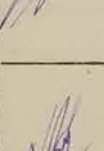

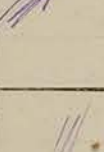

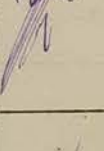
On inscrira sur les listes d'émargement les électeurs portés sur la liste alphabétique publiée le _____ et dans le même ordre, sans tenir compte des changements qui auraient pu survenir par suite soit de décès, soit d'annulation d'élections de délégués ou de substitution de suppléants aux délégués.


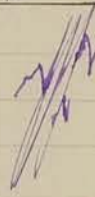


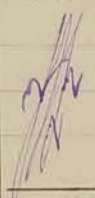


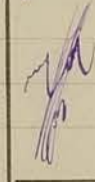
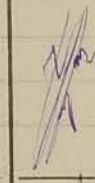
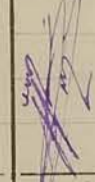
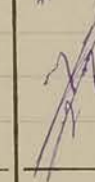
On aura soin seulement d'inscrire les nouveaux électeurs dans la 3^e colonne, *en regard du nom du délégué qu'ils remplacent*, et de mentionner la cause de cette substitution dans la colonne d'observations.


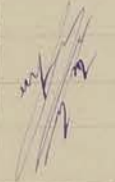

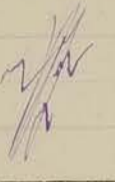








La troisième colonne restera par conséquent vide lorsque le délégué devra voter; elle ne sera remplie que si un autre électeur doit voter à sa place.











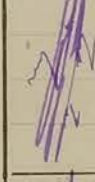
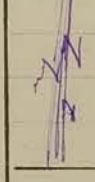
La Préfecture tiendra compte, jusqu'au dernier jour, des modifications à apporter à la liste d'émargement. Le bureau électoral, de son côté, remplira la 3^e colonne au fur et à mesure qu'il admettra des suppléants à voter aux lieu et place des délégués.

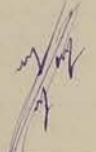










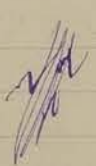
| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 1 | Abadie Léonce | |  | | | |
| 2 | Archambault Pierre | |  | | | |
| 3 | Archambeaud Augustin | |  | | | |
| 4 | Arsac Emmanuel | |  | | | |
| 5 | Assing Laha Alfred | |  | | | |
| 6 | Auber Ferdinand | |  | | | |
| 7 | Aubry Pierre | |  | | | |
| 8 | Avril Edgard | |  | | | |
| 9 | Babet Gabriel | |  | | | |
| 10 | Badré Adrien | |  | | | |
| 11 | Baillif Joseph | |  | | | |
| 12 | de Balmann Roger | |  | | | |


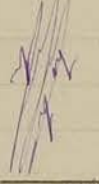







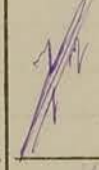

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 13 | Barau Armand | |  | | | |
| 14 | Baret Paul | |  | | | |
| 15 | Bédier Maurice | |  | | | |
| 16 | Bédier Yves | |  | | | |
| 17 | Bègue René | |  | | | |
| 18 | Bénard Achille | |  | | | |
| 19 | Bénard Léonus | |  | | | |
| 20 | Bénard Marie Louis | |  | | | |
| 21 | Bénard Octave | |  | | | |
| 22 | Bénard Volcy | |  | | | |
| 23 | Beuf Eugène | |  | | | |
| 24 | Beurard Aristide | |  | | | |





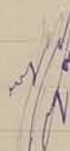
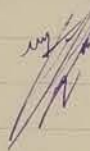






| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 25 | Blanchet Eustache | |  | | | |
| 26 | Boissy Joseph | |  | | | |
| 27 | Bouquet Alix | |  | | | |
| 28 | Boulangier Clovius | |  | | | |
| 29 | Boulangier Joseph | |  | | | |
| 30 | Boyer Joseph Louis | |  | | | |
| 31 | Brunet Augusté | | | | | |
| 32 | Buchle Adrien fils | |  | | | |
| 33 | au Buisson André | |  | | | |
| 34 | Eurel Emmanuel | |  | | | |
| 35 | Cadet Léopold | |  | | | |
| 36 | Cadet Osias | |  | | | |






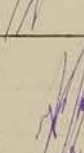
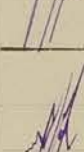
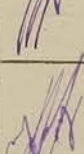

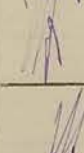
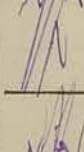
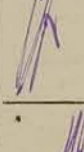
| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 37 | Cadet Pierre | |  | | | |
| 38 | Calpébaré Just | |  | | | |
| 39 | Caro Edouard | |  | | | |
| 40 | Castelnau Maurice | |  | | | |
| 41 | Célestin Emmanuel | |  | | | |
| 42 | Charlier Maximilien | |  | | | |
| 43 | de Chateauvieux
Henri | |  | | | |
| 44 | Chatel Jean | |  | | | |
| 45 | Chauvet Antoine | |  | | | |
| 46 | Clain Elie | |  | | | |
| 47 | Clarisse Alex | |  | | | |
| 48 | Crochet Lucien | |  | | | |













| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 49 | Dalleau Gabriel | |  | | | |
| 50 | Dambreville Ernest | |  | | | |
| 51 | Dambreville Just | |  | | | |
| 52 | Damour Georges | |  | | | |
| 53 | Darmalingom Charles | |  | | | |
| 54 | Défaud Justin | |  | | | |
| 55 | Delmas Louis | |  | | | |
| 56 | Désiré Achille | |  | | | |
| 57 | Dugain Léon | |  | | | |
| 58 | Dupuis Rieul | |  | | | |
| 59 | Elie Gabriel | |  | | | |
| 60 | Enault Maurice | |  | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 61 | Ethève Joseph Mon-
tendre | |  | | | |
| 62 | Evangeliste F ^{ois} | |  | | | |
| 63 | de Fayard Emile | |  | | | |
| 64 | Fin Ducroisy Eu-
-gène | |  | | | |
| 65 | Fontaine Germain | |  | | | |
| 66 | Fontaine Louis | |  | | | |
| 67 | Fontaine Stéphane | |  | | | |
| 68 | Fontaine Vincent | |  | | | |
| 69 | Fontaine Xavier | |  | | | |
| 70 | Foucque Eugène | |  | | | |
| 71 | Fourcade Raymond | |  | | | |
| 72 | Gabou Fabien | |  | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 73 | Galliot Jean | |  | | | |
| 74 | Gasparin Lucien | | | | | |
| 75 | Gastrein Henri | |  | | | |
| 76 | Gence Noël | |  | | | |
| 77 | Gigant Emilien | |  | | | |
| 78 | Giraud Emmanuel | |  | | | |
| 79 | de la Giroday Vin-
cent | |  | | | |
| 80 | Gonthier Jules | |  | | | |
| 81 | Green Eugène | |  | | | |
| 82 | Grosset Joseph | |  | | | |
| 83 | Gronain Honoré | |  | | | |
| 84 | Gruchet Aimé | |  | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 85 | Gruchet Augustin | |  | | | |
| 86 | de Guigné Emile | |  | | | |
| 87 | de Guigné Léon | |  | | | |
| 88 | Guillois Frédéric | |  | | | |
| 89 | Guilloux J.B ^{te} | |  | | | |
| 90 | de Heaulme Arthur | |  | | | |
| 91 | Hébert Clémencin | |  | | | |
| 92 | Hibon Auguste | |  | | | |
| 93 | Hinglo Jean | |  | | | |
| 94 | Hoair Victor | |  | | | |
| 95 | Hoarau Alfred | |  | | | |
| 96 | Hoarau Anaclet | |  | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 97 | Hoarau Clet | |  | | | |
| 98 | Hoarau Eugène | |  | | | |
| 99 | Hoarau Julius | |  | | | |
| 100 | Hoarau Léon | |  | | | |
| 101 | Hoarau Max | |  | | | |
| 102 | Hoarau Maximin | |  | | | |
| 103 | Hoarau Octave Val-
lon | |  | | | |
| 104 | Hoarau Raoul | |  | | | |
| 105 | Hoarau Rosé | |  | | | |
| 106 | Hoareau Augustin | |  | | | |
| 107 | Hoareau Edvin fils | |  | | | |
| 108 | Hoareau Eugène | |  | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 109 | Hoareau Joseph | |  | | | |
| 110 | Hoareau J ^h Denis | |  | | | |
| 111 | Hoareau René | |  | | | |
| 112 | Houareau Marcel | |  | | | |
| 113 | Inard Lucien | |  | | | |
| 114 | Isautier Alfred | |  | | | |
| 115 | Isautier Louis | |  | | | |
| 116 | Jallat Bénédicte | |  | | | |
| 117 | Jasmin Pierre | |  | | | |
| 118 | Jauzelon Raymond | |  | | | |
| 119 | Joldin Claude | |  | | | |
| 120 | Junquet Alphonse | |  | | | |

ARRÊTÉ la présente liste d'émargement à cent-vingt électeurs.

A Saint-Denis , le 21 octobre 1929,

~~Le Préfet~~
Le Gouverneur p.i.,

L. P. R.

ARRÊTÉ la présente liste au nombre de *Cent dix huit* émargements pour le 1^{er} tour de scrutin.
_____ le 2^e idem.
_____ le 3^e idem.

Le Président du bureau de vote,

Octinard

Les Scrutateurs,

Ruffin
Dejeant

Padu

E. Blanchet

De Cadet

N^o 4

MODÈLE N° 7.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

(Exécution de la loi du 2 août 1875.)

LISTE D'ÉMARGEMENT

DU II^e BUREAU DE VOTE.

(N^{os} 121 à 235 DE LA LISTE GÉNÉRALE.)

On inscrira sur les listes d'émargement les électeurs portés sur la liste alphabétique publiée le _____ et dans le même ordre, sans tenir compte des changements qui auraient pu survenir par suite soit de décès, soit d'annulation d'élections de délégués ou de substitution de suppléants aux délégués.

On aura soin seulement d'inscrire les nouveaux électeurs dans la 3^e colonne, *en regard du nom du délégué qu'ils remplacent*, et de mentionner la cause de cette substitution dans la colonne d'observations.

La troisième colonne restera par conséquent vide lorsque le délégué devra voter; elle ne sera remplie que si un autre électeur doit voter à sa place.

La Préfecture tiendra compte, jusqu'au dernier jour, des modifications à apporter à la liste d'émargement. Le bureau électoral, de son côté, remplira la 3^e colonne au fur et à mesure qu'il admettra des suppléants à voter aux lieu et place des délégués.

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 121 | Lacoarret Jean | | <i>ly</i> | | | |
| 122 | Lacouture Camille | | <i>ly</i> | | | |
| 123 | Lagourgue Adrien | | <i>ly</i> | | | |
| 124 | Lagourgue Léon | | <i>ly</i> | | | |
| 125 | Lallemand Alexandre | | <i>ly</i> | | | |
| 126 | Lallemand André | | <i>ly</i> | | | |
| 127 | Lallemand J.B ^{te} | | <i>ly</i> | | | |
| 128 | Lallemand Léonel | | <i>ly</i> | | | |
| 129 | Latgé Louis | | <i>ly</i> | | | |
| 130 | Lauret Stéphane | | <i>ly</i> | | | |
| 131 | Lavergne Charles | | <i>ly</i> | | | |
| 132 | Lavie Edouard | | <i>ly</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 133 | Lebihan Athanase | | <i>Lucy</i> | | | |
| 134 | Lebon Norbert | | <i>Lucy</i> | | | |
| 135 | Lefèvre J.B ^{te} | | <i>Lucy</i> | | | |
| 136 | Legros Ludovic | | <i>Lucy</i> | | | |
| 137 | Léoville Edgard | | <i>Lucy</i> | | | |
| 138 | Lepierre Joseph | | <i>Lucy</i> | | | |
| 139 | Lépinay Louis | | <i>Lucy</i> | | | |
| 140 | Lorée René | | <i>Lucy</i> | | | |
| 141 | Loupy Raoul | | <i>Lucy</i> | | | |
| 142 | Lucas Augustin | | <i>Lucy</i> | | | |
| 143 | Macé Charles | | <i>Lucy</i> | | | |
| 144 | Maillet Emilien | | <i>Lucy</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 145 | Maillot Eymart | <i>Bruquier
Eugène</i> | <i>ly</i> | | | |
| 146 | Maillot Florian | | <i>ly</i> | | | |
| 147 | Maillot Louis | | <i>ly</i> | | | |
| 148 | Malet Henri | | <i>ly</i> | | | |
| 149 | Manès Gustave | | <i>ly</i> | | | |
| 150 | Martelina Joseph | | <i>ly</i> | | | |
| 151 | Marianne Emmanuel | | <i>ly</i> | | | |
| 152 | Martin Gabriel | | <i>ly</i> | | | |
| 153 | Martin Léopold | | <i>ly</i> | | | |
| 154 | Michel Désiré | | <i>ly</i> | | | |
| 155 | Michel René | | | | | |
| 156 | Mondon Roger | | <i>ly</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 157 | Montlivet Edouard | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 158 | Morange Henri | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 159 | Morange Pierre | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 160 | Moreau Armand | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 161 | Mourouvin Joseph | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 162 | de Nas de Tourris
Raoul | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 163 | Nativel Cyrille | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 164 | Nativel Eugène | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 165 | Nativel Lucien | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 166 | Nativel Paul | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 167 | Nativel Raoul | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 168 | Ninon Aimé | | <i>[Signature]</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 169 | Noël Alphonse | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 170 | Oliville Fridolin | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 171 | Orré Lucien | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 172 | de Palmas Christol | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 173 | Paniandy Félix | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 174 | Payet Aimé | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 175 | Payet Antoine | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 176 | Payet Antonin | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 177 | Payet Charles | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 178 | Payet Clet | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 179 | Payet Edgard | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 180 | Payet Emile | | <i>[Signature]</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 181 | Payet Emile Gabriel | | <i>Pay</i> | | | |
| 182 | Payet Frédéric | | <i>Pay</i> | | | |
| 183 | Payet Gentil | | <i>Pay</i> | | | |
| 184 | Payet Henry | | <i>Pay</i> | | | |
| 185 | Payet Hervé | | <i>Pay</i> | | | |
| 186 | Payet Maurice | | <i>Pay</i> | | | |
| 187 | Payet Maxime | | <i>Pay</i> | | | |
| 188 | Payet Rémy | | <i>Pay</i> | | | |
| 189 | Payet René | | <i>Pay</i> | | | |
| 190 | Payet Roger | | <i>Pay</i> | | | |
| 191 | Pigas Jean | | <i>Pay</i> | | | |
| 192 | Poisson Paul | | <i>Pay</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 193 | Prémont Achille | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 194 | Ratinaud Georges | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 195 | Raymond Victor | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 196 | Reculin Raoul | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 197 | Rivière Augustin | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 198 | Rivière Camille | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 199 | Rivière Charles | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 200 | Rivière Edouard | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 201 | Rivière Emile | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 202 | Rivière Emile (fils
Paul Emile) | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 203 | Rivière Ferdinand | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 204 | Rivière Gabriel | | <i>[Signature]</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 205 | Rivière Lucien | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 206 | Robert Etienne | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 207 | Robert Henri | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 208 | Robert Just | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 209 | Robert Roger | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 210 | Roger Pierre | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 211 | Ropaul Lucien | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 212 | Roussel Charles | | | | | |
| 213 | Salatin de K/marcal
Eugène | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 214 | Samouchetty Joseph | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 215 | Sanglier Fernand | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 216 | Sauger Gabriel | <i>[Signature]</i> | <i>[Signature]</i> | | | |
| 217 | Séraphine Julien | | <i>[Signature]</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 218 | Sishayes Joseph | | <i>ly</i> | | | |
| 219 | Stanislas Paul | | <i>ly</i> | | | |
| 220 | Técher Athanase | | <i>ly</i> | | | |
| 221 | Técher Edgard | | <i>ly</i> | | | |
| 222 | Técher Fernand | | <i>ly</i> | | | |
| 223 | Técher Léon | | <i>ly</i> | | | |
| 224 | Teyssède Auguste | | <i>ly</i> | | | |
| 225 | Thonon Auguste | | <i>ly</i> | | | |
| 226 | Toquet Joseph | | <i>ly</i> | | | |
| 227 | Troussail André | | <i>ly</i> | | | |
| 228 | Troussail Charles | | <i>ly</i> | | | |
| 229 | Valéry Charles | | <i>ly</i> | | | |

| NUMÉROS
d'inscrip-
tion
sur la liste
générale. | NOM, PRÉNOMS
et
QUALITÉ DE L'ÉLECTEUR. | NOM ET PRÉNOMS
DE L'ÉLECTEUR
devant remplacer le délégué inscrit
ci-contre. | PARAFE OU SIGNATURE
DE L'ASSESEUR CONSTATANT LE VOTE | | | OBSERVATIONS. |
|--|--|--|---|---|---|---------------|
| | | | au
1 ^{er} tour
de
scrutin. | au
2 ^e tour
de
scrutin. | au
3 ^e tour
de
scrutin. | |
| 230 | Vasseur Amédée | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 231 | Vavasseur Henri | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 232 | Verdin Florent | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 233 | Vidot Raphaël | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 234 | Vitry Joseph Emi-
lien | | <i>[Signature]</i> | | | |
| 235 | Zelmar Raoul | | <i>[Signature]</i> | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

ARRÊTÉ la présente liste d'émargement à *cent-quinze* électeurs.

A **Saint-Denis**, le **21** octobre **1929**.

~~Le Préfet~~
Le Gouverneur p.i.,

L. P. R.

ARRÊTÉ la présente liste au nombre de *Cent dix-sept* votants émargements pour le 1^{er} tour de scrutin.
_____ le 2^e idem.
_____ le 3^e idem.

Le Président du bureau de vote,

A. L.

Les Scrutateurs,

L. P. R.
M. L.
M. L.

Il de la Réunion

1125

Elections Senatoriales du 27 octobre 1929

Liste de pointage

M. Léonard Bénard

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|--|
| 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | | | | | | | |
| 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | | | | |
| 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 | 101 | 102 | 103 | 104 | 105 | 106 | 107 | 108 | 109 | 110 | 111 | 112 | | | | | | | | | | | | |

certifié comme suit

Bulletins blancs 1 2 3
 Léopold Martinj 1
 Une enveloppe sans bulletin - 1
 un bulletin rayé et déchiré - 1

Léonard Bénard cent onze voix (112)
 Léopold Martinj une voix (1)
 Bulletins blancs trois (3)
 Une enveloppe vide - (1)
 Un bulletin déchiré et rayé (1) nul

[Signatures]
 Benoist
 L. Blanchard
 L. Cadet
 L. Lemerle

N° 6

Il de la Réunion

Elections Départementales du 27 Octobre 1929

Liste de pointage

M. Léonard Bénard

Grid of tally marks (slashes) for counting votes.

Arrêté comme suit

| | |
|---------------------------------|-------|
| Leonard Bénard - Cent dit voit. | (110) |
| A. Archambeaud - Une voit. | (1) |
| Bulletin Blanc n° | (1) |
| Une enveloppe vide | (1) |

Le président

[Signature]

A. Archambeaud
 1 enveloppe vide
 1 Bulletin blanc

1
1
1

[Signature]

[Signature]

[Signature]